

République du Niger



Fraternité-Travail-Progrès

Ministère du Plan

Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive

Niger 2035 : Un pays et un peuple prospères

Tome – I : Diagnostic, Enjeux et Défis

Mai 2017

Version finale

Table des matières

Liste des figures.....	iii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des acronymes.....	iv
Résumé exécutif.....	v
Introduction générale.....	1
I. Analyse de la situation.....	2
I.1. Situation économique et budgétaire	2
I.1.1. Situation économique	2
I.1.2. Gestion des finances publiques.....	4
I.2. Situation sociale	10
I.2.1 Pauvreté et inégalité.....	10
I.2.2. Education et formation.....	10
I.2.3. Santé	11
I.2.4. Démographie	12
I.3. Etat de la gouvernance et de la sécurité.....	13
I.3.1. Gouvernance.....	13
I.3.2. Sécurité.....	13
II. Les atouts et contraintes.....	14
II.1 Les atouts	14
II.1.1 Le potentiel agro-sylvo-pastoral et halieutique.....	14
II.1.2. Les ressources naturelles.....	15
II.1.3 La jeunesse de la population.....	17
II.1.4. La volonté politique	17
II.1.5. Le potentiel culturel.....	17
II.2. Les contraintes.....	18
II.2.1. Sur le plan démographique	18
II.2.2. Dans le domaine social.....	20
II.2.3. Sur le plan de la Gouvernance	24
II.2.4. Sur le plan du développement rural	27
II.2.5. Les industries extractives et le secteur privé.....	34
II.2.6 Les menaces sécuritaires considérables	39
III. Les enjeux et défis de développement	42
III. 1 La maîtrise de la croissance démographique.....	42

III. 2 La formation du capital humain	43
III.3 La modernisation du monde rural.....	43
III.4 La redynamisation du secteur privé.....	43
III.5 La modernisation de l'administration publique	44
III.6 La sécurisation des personnes et des biens.....	44

Liste des figures

Figure 1: Croissance du PIB par habitant au Niger, l'Afrique subsaharienne et le monde (1965-2015, 1965 = 100)	3
Figure 2: Les taux de croissance du revenu par habitant	4
Figure 3: Recettes, dépenses et déficits, 1995-2014 (%) du PIB.....	6
Figure 4: Valeur et composition des exportations, 1995-2014 (en milliards de FCFA).....	7
Figure 5: Valeur et composition des importations, 1995-2014 (en milliards de FCFA)	8
Figure 6: Balance des paiements, 1995-2014 (en % du PIB	9
Figure 7 : Evolution de la population de 1960 à 2015	12
Figure 8: Évolution du taux d'accroissement naturel de la population dans quelques pays et au Niger depuis 1960.....	19
Figure 9: TBS de l'enseignement primaire (%)	21
Figure 10 : Nombre moyen d'années d'éducation (23-27 ans) pour 25 pays en l'ASS par sous-groupes	23
Figure 11: La valeur ajoutée agricole par habitant et pluviométrie depuis 1970.....	28
Figure 12 : Morcellement des superficies par habitant.....	29
Figure 13: Evolution des prix de l'oxyde uranium et du pétrole brut	35
Figure 14 : L'environnement régional est devenu très préoccupant	40

Liste des tableaux

Tableau 1 : Délais et coût d'exportation d'un container.....	37
--	----

Liste des acronymes

AHA	Aménagement Hydro-Agricole
ASS	Afrique Subsaharienne
CMTV	Conseil Mondial du Tourisme et des Voyages
CNEDD	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
DPG	Déclaration de Politique Générale
FCFA	Franc Communauté Financière d'Afrique
INS	Institut National de la Statistique
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PIB	Produit Intérieur Brut
PICAG	Programme Intérimaire de Cadrage de l'Action Gouvernementale
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
TBS	Taux Brut de Scolarisation
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
WDI	World Development Indicators

Résumé exécutif

Le Tome 1 de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) cerne les éléments diagnostics, les enjeux et défis de développement du Niger.

L'enjeu est capital et les défis sont énormes. Le Niger dispose d'atouts à même de porter le pays vers l'atteinte de ses objectifs en 2035. Ces atouts ne contribueront pleinement que lorsqu'ils sont exploités avec efficacité. Toutefois, l'ampleur des contraintes risque d'entraver la mise en œuvre des réformes qui s'imposent et la réalisation des aspirations du peuple nigérien à l'horizon 2035.

Les principaux atouts dont dispose le Niger sont :

- 1) Dans le secteur Agro-sylvo-pastoral et halieutique, il est indéniable que le Niger dispose d'importantes réserves de terres cultivables, d'un potentiel irrigable, des vastes zones pastorales, d'une marge d'amélioration de productivité de ses principales productions mais aussi d'un important cheptel.
- 2) En termes de ressources naturelles, le Niger est généreusement doté d'autant de ressources renouvelables (eaux, soleil) que non-renouvelables (uranium, pétrole, charbon, or).
- 3) En matière de population, la jeunesse de la population du pays est un atout à explorer et à exploiter.
- 4) Il existe au Niger, une volonté politique de prendre les mesures difficiles qui s'imposent et des élites conscientes des défis auxquels est confronté le pays. Un débat national plus ouvert sur ces grands défis est désormais possible dans le cadre d'un processus démocratique. Enfin, le peuple nigérien a montré dans le passé une forte capacité de résilience aux chocs et d'adaptation aux changements. Son histoire a aussi prouvé qu'il est doté d'une longue tradition de solidarité et de cohésion sociale qui lui a permis de rejeter les tentations extrémistes.
- 5) la justice sociale et la solidarité nationale sont les principes fondamentaux de la République. La notion de solidarité nationale renvoie à la nécessité d'un contrat entre l'Etat et ses citoyens afin que ceux-ci puissent faire face aux risques majeurs de la vie mais aussi de garantir la cohésion et la solidarité sociale.

Cependant, le pays reste fragile, et la concrétisation de la vision Niger 2035 suppose que « cinq plus une » contraintes majeures soient impérativement levées, à savoir :

- 1) En premier lieu, il est important de souligner que le taux de croissance de la population n'est plus compatible avec les capacités économiques du pays. Une croissance démographique excessive serait, si elle se poursuit au rythme actuel, à l'origine de risques sociaux et politiques croissants et de baisse de revenus pour les populations. Ce serait en

particulier le cas si elle ne peut s'accompagner d'une création massive d'emplois actuellement rendue difficile par l'atonie de l'économie.

- 2) Le niveau général d'éducation et de formation de la population est insuffisant pour permettre un développement économique rapide. L'amélioration des indicateurs d'accès à l'éducation durant les dernières années masque en effet de graves problèmes de qualité d'éducation et de formation. La situation en matière d'alphabétisation des adultes constitue un handicap additionnel, de même que la situation générale de la santé qui, malgré de récents progrès, reste parmi les moins favorables au monde.
- 3) Dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique, la poursuite des pratiques extensives peu productives n'est plus soutenable, car la croissance du secteur agricole se heurte déjà à de fortes contraintes foncières qui provoquent un morcellement des exploitations et une dégradation grandissante des ressources naturelles. Si les tendances actuelles se poursuivent, la situation alimentaire déjà précaire du pays se dégraderait encore. Cela exigerait des importations massives de produits alimentaires à l'échéance 2035. Les conditions naturelles, l'insuffisance des investissements publics et privés dans les infrastructures rurales, l'inaccessibilité des producteurs aux marchés, les coûts des systèmes d'irrigation, l'insuffisance des réformes foncières, le faible développement de la recherche agronomique, le faible encadrement des producteurs, la faible couverture des services vétérinaires, le déficit chronique des ressources fourragères, l'insuffisance des services sociaux de base expliquent l'essentiel des blocages actuels qui entravent la modernisation des exploitations et l'amélioration de leur productivité.
- 4) Les industries extractives et le secteur privé ne seront pas en mesure de créer suffisamment d'emplois pour répondre à l'arrivée massive des jeunes sur le marché du travail. Dans le contexte actuel, les perspectives minières sont relativement limitées et le potentiel de création d'emploi de ce secteur est réduit. Le secteur privé formel est d'une grande faiblesse par suite de la conjonction de contraintes géographiques (notamment l'enclavement) et d'obstacles portant en particulier sur l'environnement des affaires et les insuffisances en matière d'infrastructures. Le secteur informel, quoique important, souffre des mêmes contraintes que le secteur formel mais ne contribue pas à l'effort fiscal. Dans les conditions actuelles, il ne sera pas en mesure de répondre aux besoins de création d'emplois. Enfin l'intégration régionale se heurte encore à de nombreux obstacles sur le terrain.
- 5) L'administration publique n'est pas suffisamment structurée et organisée pour répondre aux défis de développement du pays. L'architecture gouvernementale, qui répond aux contraintes politiques limite l'efficacité de l'action de développement. En particulier, les enjeux dans le secteur rural et de l'éducation s'accommodent mal à la fragmentation institutionnelle de ces vingt dernières années. L'administration agit davantage comme un frein qu'un accélérateur pour le développement du secteur privé. Dans ces conditions, le passage des stratégies sectorielles à des programmes d'action concrets efficaces exige la

construction d'une véritable administration de développement fondée sur le mérite et le souci d'efficacité.

- 6) Le Niger est enfin confronté de par son positionnement géographique à des menaces sécuritaires considérables sur pratiquement toutes ses frontières. Cela a nécessité plusieurs stratégies sécuritaires et de défenses avec notamment le déploiement des forces nationales et des forces mixtes ; induisant des dépenses dont la charge ne saurait être durablement supportée par le seul budget de l'Etat. Aussi, dans un contexte national et international de rareté des ressources, le pays peine à relever le challenge de l'arbitrage dans la priorisation des dépenses sécuritaires et celles sociales et de développement.

Au total, le dynamisme de l'économie et l'ampleur des créations d'emploi seront au cœur de la stabilité à venir du Niger. Or, l'économie du pays a été insuffisamment dynamique et trop instable au regard de sa dépendance vis-à-vis des aléas climatiques. L'exceptionnel dynamisme démographique qui se maintiendra au minimum sur une vingtaine d'années exigera une très forte accélération des créations d'emplois.

Le Niger est confronté à un choix fondamental entre le maintien de la tendance actuelle et une véritable rupture avec les politiques passées de développement.

Introduction générale

Le Gouvernement de la République du Niger, conformément à la constitution du 25 novembre 2010 en son article 146 qui stipule que : « *L'action de l'État en matière de politiques de développement économique et social est soutenue par une vision stratégique* », a initié en avril 2011, un processus de formulation des documents de planification stratégique de développement à court, à moyen et à long termes. Il s'agit du Programme Intérimaire de Cadrage de l'Action Gouvernementale - PICAG (2011-2012), du Plan de Développement Economique et Social – PDES (2012-2015) et de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) « Niger 2035».

A travers la SDDCI, il s'agit de doter le pays, d'une vision à long terme de la société nigérienne et de son développement. Cette vision doit servir de cadre de référence à toutes les stratégies et actions du Gouvernement.

La SDDCI Niger 2035 se propose alors, de dépasser l'immédiateté et l'urgence des situations pour contribuer à la construction de l'avenir autour d'un dessein collectif, une direction et une signification à une communauté de destin unie par des valeurs et des ambitions communes. Elle offre aux exercices de prévisions, de programmation et d'élaboration des politiques, le cadre d'un futur voulu assis sur des orientations stratégiques largement partagées et accessibles. Ainsi, l'action publique a besoin de la Planification à long terme pour anticiper et préparer les transformations structurelles dont notre pays a besoin. Cette stratégie de long terme doit-être portée par le peuple nigérien dans toutes ses composantes ainsi que par ses dirigeants à tous les échelons, et sur toute la période dans le cadre de la continuité de l'Etat.

La démarche de l'élaboration de la SDDCI 2035 s'est déroulée en quatre étapes : (i) la construction d'une base d'analyse rétrospective et prospective ; (ii) l'analyse stratégique et prospective des dynamiques-clés du développement ; (iii) la construction des scénarii de développement à l'horizon 2035 ; (iv) la formulation de la vision et des orientations stratégiques à long terme. A ces quatre étapes s'ajoute une cinquième consacrée au déploiement et à l'opérationnalisation de la vision et des orientations stratégiques de long terme, dans les documents de planification à court et moyen termes du pays.

La SDDCI Niger 2035 a été construite dans un processus qui a mobilisé largement les différentes composantes de la nation nigérienne. Pour ce faire, un diagnostic holistique a été conduit. Ce diagnostic fait ressortir les contraintes, atouts et défis de développement du pays à l'horizon 2035 qui constituent le tome I.

Le rapport diagnostic a été rédigé sur la base :

- La note de cadrage de diagnostic élaborée sur la base des rapports de consultations post-2015, des études thématiques et sectorielles.
- Les entretiens et les séances de travail avec les acteurs au cours de deux missions effectuées en 2015 et les chiffres cités sont par conséquent antérieurs à 2015. Mais, l'ampleur des

problèmes identifiés fait qu'une actualisation de ces chiffres a très peu de chance de modifier le diagnostic suivant ni les recommandations qu'il implique. Il est plutôt probable que les données exogènes de l'économie mondiale (ralentissement de la croissance, baisse de la demande et des prix des matières premières, hausse du chômage) et la montée des risques sécuritaires régionaux avec l'implantation des réseaux terroristes dans la sous-région, rendent encore plus urgente une action vigoureuse, pour 2015-16 rendent encore plus urgent l'action dans les domaines prioritaires.

- Elaboration de neuf rapports thématiques (Population et dynamiques démographiques; Pauvreté et inégalités ; Rattraper le grave retard dans la création d'un capital humain de base : une urgente nécessité ; Performance économique ; Risques, vulnérabilités, fragilités ; Modernisation de l'administration ; Secteur agricole et rural ; Environnement des affaires et Ressources naturelles).
- La validation avec les acteurs : administration publique, société civile, secteur privé, PTF.

Le rapport de diagnostic constitue ainsi la première partie de l'étude globale dont le but est de contribuer à la réflexion des différents acteurs nigériens sur les choix stratégiques pour le pays. Il comporte lui-même quatre sections et un volume d'annexes regroupant des analyses et documents de travail consacrés à des aspects critiques.

Le Tome 1 comprend : (i) l'analyse de la situation, (ii) les contraintes et atouts et (iii) les enjeux et défis.

Pour lever ces contraintes, des priorités ainsi que des orientations stratégiques du « scénario de rupture » et les risques liés à la mise en œuvre de la SDDCI sont clairement définies dans le Tome II.

I. Analyse de la situation

La conjoncture économique internationale affecte indubitablement l'économie nationale. De ce fait, pour disposer d'une économie résiliente, des réformes d'envergure devraient être engagées et poursuivies.

En effet, malgré d'innombrables contraintes, le Niger dispose d'atouts qui lui permettraient d'inverser la tendance tant sur le plan économique que social.

I.1. Situation économique et budgétaire

L'activité économique assez soutenue, jusqu'aux années 80, est désormais affectée par les chocs internes et externes dont notamment les menaces sécuritaires, les fluctuations des différentes devises entrant dans les échanges et la chute des cours des matières premières. Ceci a beaucoup contribué à la détérioration des différents agrégats économiques et à dévier le pays de la trajectoire dans l'atteinte des objectifs de développement. Cette situation est accentuée, davantage, par l'impact négatif du changement climatique, engendrant des pertes énormes en habitation ou en cheptel suite aux inondations et à la sécheresse dans certaines zones géographiques.

L'inflation est sous contrôle, en deçà du critère de convergence de l'UEMOA ($\leq 3\%$). La dette extérieure est soutenable grâce aux différentes restructurations obtenues auprès des créanciers, dans le cadre de l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTe) et de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale.

I.1.1. Situation économique

L'économie du Niger a été insuffisamment dynamique et trop instable du fait de sa dépendance vis-à-vis de la volatilité liée aux ressources naturelles et aux aléas climatiques.

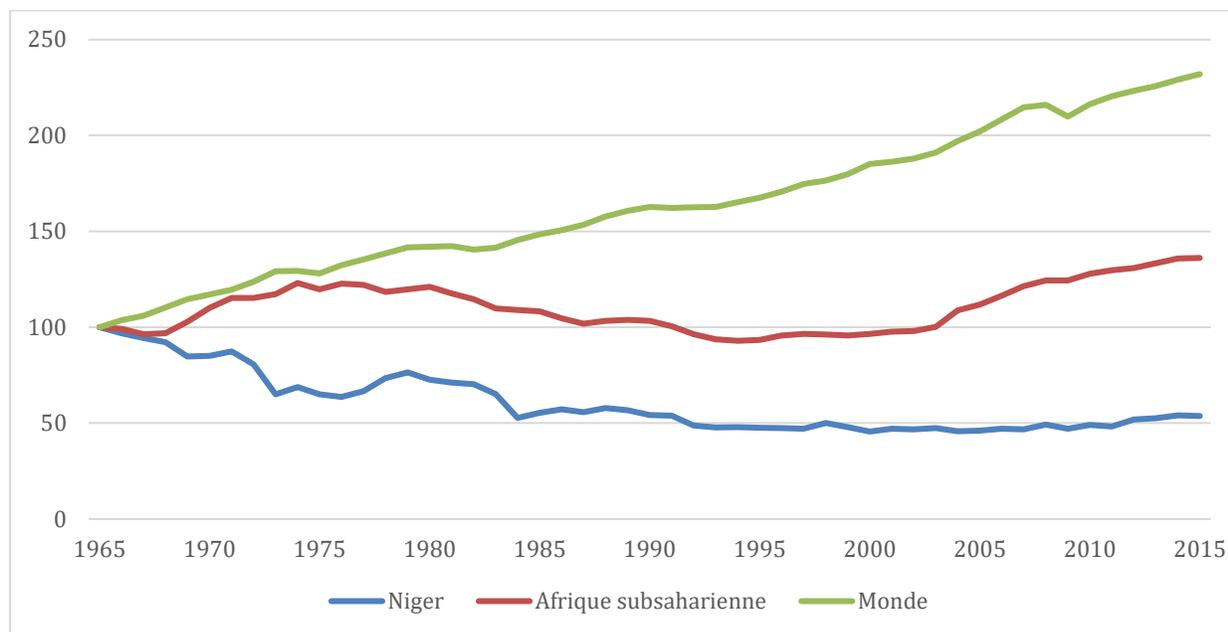
La croissance économique du Niger a été trop faible compte tenu du taux de croissance de sa population, pour permettre une amélioration du niveau de vie des nigériens. Cette très faible croissance économique qui en moyenne n'a pas dépassé 1,2% entre 1960 et 2004, reflète la faiblesse de son capital humain et de ses infrastructures, et l'insuffisante diversification de son économie trop fortement tributaire d'un secteur agropastoral traditionnel soumis aux aléas climatiques.

A partir de 2005, la croissance économique s'est accélérée pour atteindre une moyenne de 5,5%.¹ Cette progression a reposé sur trois facteurs : une bonne gestion économique, une meilleure pluviométrie, et la forte croissance de la demande et des prix internationaux des matières premières. Mais le point très inquiétant est que depuis l'indépendance, la structure de l'économie nigérienne n'a guère changé, avec le maintien d'une agriculture de subsistance peu productive et un très faible développement du secteur privé.

¹ Banque mondiale (2016). *WDI*.

Le revenu moyen par habitant du pays a nettement divergé par rapport à l'évolution du revenu moyen par habitant en Afrique subsaharienne (ASS) et dans le monde au cours des 50 dernières années. Alors que dans l'Afrique subsaharienne le revenu par habitant a augmenté de quelques 40% entre 1965 et 2015, le revenu par habitant du Niger a diminué entre 1965 et 1985, et n'a dès lors connu qu'une très faible augmentation. La raison en est l'ampleur de la croissance de la population et un taux de croissance économique plus lent.²

Figure 1: Croissance du PIB par habitant au Niger, l'Afrique subsaharienne et le monde (1965-2015, 1965 = 100)

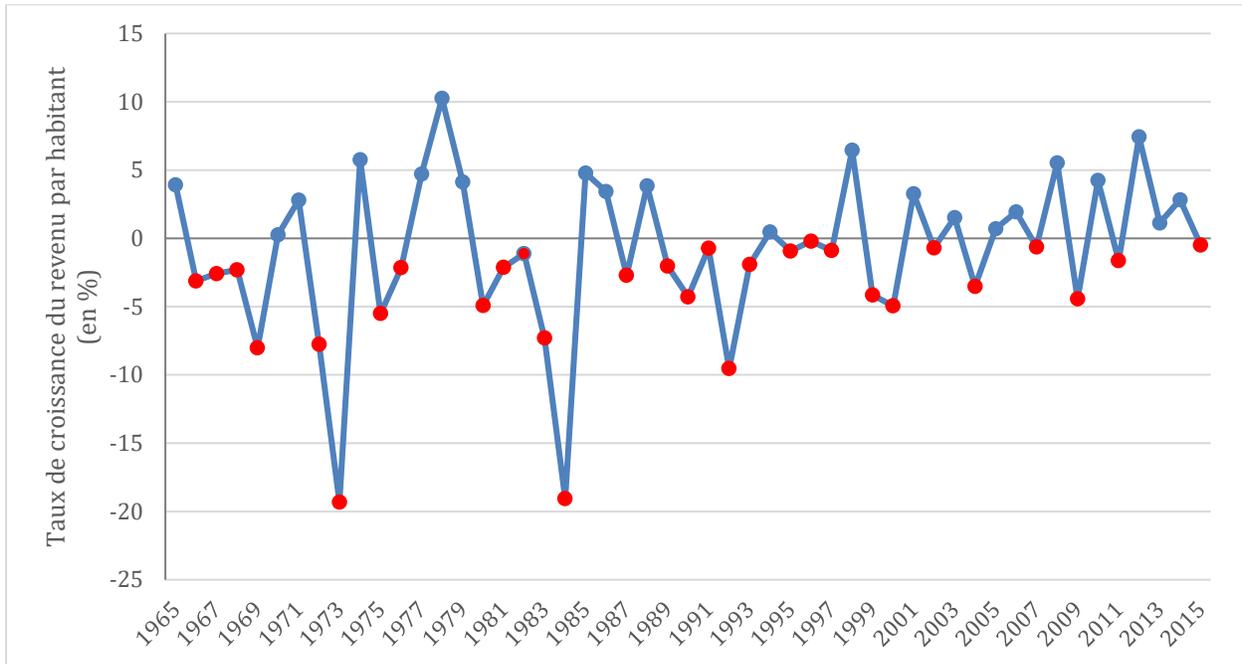


Source : Banque mondiale (2016)

La stagnation sur une longue période des revenus par habitant contraste avec l'ampleur des fluctuations interannuelles du taux de croissance. Ces grandes fluctuations interannuelles des taux de croissance sont la conséquence d'une pluviométrie très volatile et de la volatilité de la demande et des prix des matières premières. Dans 60 % des cas, au cours des 50 dernières années, le taux de croissance du revenu par habitant a été négatif. Comme environ 4 nigériens sur 5 vivent des ressources naturelles et de l'élevage en milieu rural, ces fluctuations interannuelles élevées et la faible croissance du revenu par habitant impliquent une vulnérabilité croissante des populations.

² Entre 1995-2015 le revenu par habitant au Niger a augmenté de 0,4% par an comparé à 2,2% par habitant en ASS ; durant cette période la population du Niger a connu une croissance de 3,8% par an compare à 2,6% en ASS (Banque mondiale 2016).

Figure 2: Les taux de croissance du revenu par habitant



Source : Banque mondiale (2016)

Un examen de la croissance du PIB au niveau sectoriel montre une augmentation de la part de l'agriculture au cours des 20 dernières années et un déclin de la part des services. La part de l'agriculture (y compris l'élevage, la pêche et la foresterie) est passée de 38 % en 1995 à 42,1 % en 2014, reflétant la croissance d'une population rurale n'ayant que peu d'autres possibilités d'emplois et une amélioration de la pluviosité par rapport aux décennies précédentes. Parallèlement, le déclin des services est d'une ampleur quasiment identique, passant de 47 % du PIB en 1995 à 39 % en 2014. Ces chiffres pourraient refléter la dominance des méthodes traditionnelles dans l'agriculture et les services, avec pour effet l'absorption d'une main-d'œuvre incapable de trouver un emploi ailleurs. Il se peut également que l'augmentation des possibilités d'emploi dans l'agriculture se soit traduite par un déclin de l'emploi informel dans les services traditionnels. La part du secteur industriel (hors pétrole et extraction minière) a peu évolué au cours des 20 dernières années et continue de se situer autour des 10 % du PIB. Quant à la part de l'extraction pétrolière et minière, elle reste peu élevée après avoir connu deux périodes d'évolution distinctes. En effet, entre 1995 et 2008, la part des activités pétrolières et minières a connu un déclin régulier, passant d'environ 4 % du PIB en 1995 à moins de 2 % en 2008, pour ensuite augmenter régulièrement à partir de 2009 jusqu'à atteindre 6 % du PIB en 2012, suite à l'exploitation pétrolière.

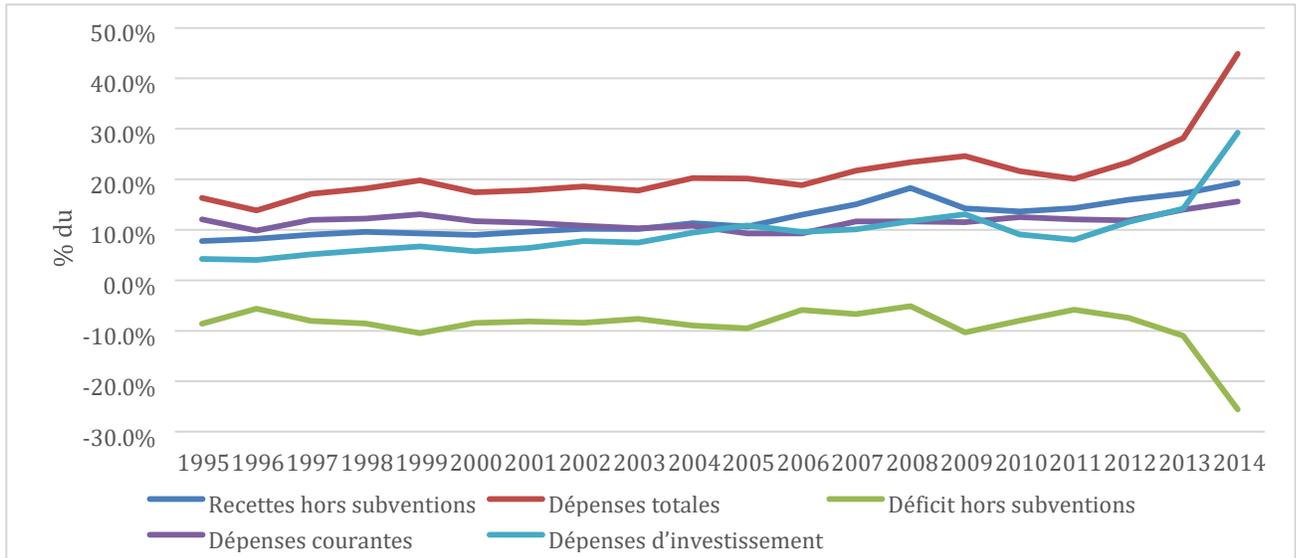
1.1.2. Gestion des finances publiques.

L'augmentation considérable de la taille des pouvoirs publics (Figure 3) est certainement le changement le plus notable dans les finances publiques au cours des 20 dernières années. La part des recettes publiques dans le PIB a plus que doublé : partant du niveau très faible de 7,5 %

en 1995, elles ont augmenté avec régularité pour atteindre 17,5 % du PIB en 2014. Ces dernières années, cette augmentation a été en grande partie stimulée par les recettes tirées de l'uranium et du pétrole, qui représentent 23 % des recettes publiques depuis 2012. Les dépenses ont également augmenté, mais à un rythme plus lent que les recettes, passant de 16 % du PIB en 1995 à 28 % en 2013. Alors que les recettes totales ne couvraient pas même les dépenses courantes entre 1995 et 2004, elles ont augmenté au cours de la deuxième décennie au point de générer un excédent.

Malgré quelques variations annuelles, le déficit public global est resté remarquablement constant au cours des 20 dernières années, à environ 8 % du PIB. Cette stabilité a toutefois connu un véritable bouleversement en 2014, lorsque les dépenses ont augmenté pour atteindre 44 % du PIB entraînant un déficit représentant 26 % du PIB en conséquence d'un nouveau prêt (équivalent à 11 % du PIB) destiné au refinancement du prêt à la construction de la raffinerie SORAZ. Bien que l'année 2014 puisse être considérée comme une exception et que les dépenses devraient, selon les prévisions, revenir à des niveaux plus normaux en 2015, cette situation peut servir de mise en garde en rappelant le contexte de la fin des années 1970, lorsqu'un boom de l'uranium s'est traduit par une augmentation insoutenable des dépenses, une hausse considérable de la dette et la crise économique et financière du début des années 1980. Le financement extérieur est lui aussi resté particulièrement stable, autour de 8 % du PIB, avec quelques variations annuelles liées principalement aux coups d'État ou aux transitions politiques. Ainsi, le Niger a été en mesure de mobiliser un niveau relativement élevé de soutien extérieur, qui a permis de financer l'intégralité du déficit budgétaire pendant 20 ans. L'augmentation des recettes au cours de cette période a été utilisée pour accroître les dépenses.

Figure 3: Recettes, dépenses et déficits, 1995-2014 (% du PIB)



Source :Ministère des Finances

En termes de composition des dépenses, les dépenses en capital ont augmenté beaucoup plus rapidement que les dépenses courantes. Partant d'un niveau bas de 4 % du PIB en 1995, les dépenses en capital ont augmenté au cours des dix années suivantes pour atteindre environ 10 %. Elles se sont maintenues à ce niveau jusqu'en 2012 quand ont commencé les grands investissements pétroliers et miniers pour atteindre leur niveau maximum en 2014, à 14,2 % du PIB, avec le refinancement de la raffinerie SORAZ.

L'augmentation des dépenses courantes provient des subventions, des transferts et de la masse salariale. La part des dépenses courantes dans le PIB a baissé entre 1995 et 2006, passant d'environ 12 % à 9 %. Après 2006, elles ont augmenté régulièrement pour atteindre 13,9 % du PIB en 2014. La part des subventions et des transferts dans le PIB a été multipliée par six au cours des 20 dernières années, passant de moins de 1 % du PIB en 1995 à 5,5 % en 2014. Les rémunérations et les salaires, qui constituent la plus grande composante des dépenses courantes, ont connu un déclin régulier entre 1995 et 2005, avec leur part dans le PIB passant de 5,5 % à 3,5 % ; ces dépenses sont restées approximativement à ce niveau jusqu'en 2010 avant de remonter pour atteindre à nouveau 5,5 % du PIB. Les coûts d'exploitation hors salaires sont restés bas pendant ces 20 années, à environ 3 % du PIB, tandis que les paiements d'intérêt ont décliné en conséquence de l'allègement de la dette, passant de 2,5 % du PIB en 1995 à seulement 0,5 % au cours des dix dernières années.

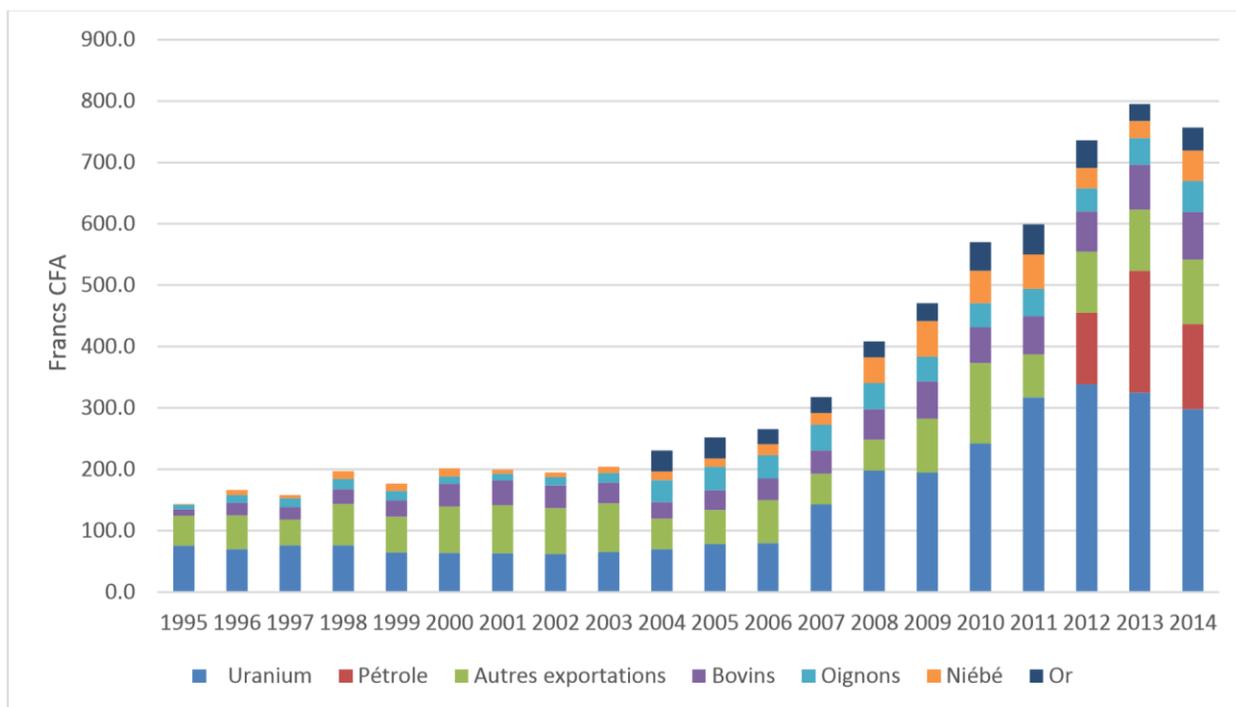
Balance des paiements

Le niveau et la composition des exportations ont peu évolué entre 1995 et 2006 mais les exportations minières et pétrolières ont connu une augmentation considérable entre 2007 et 2014 (Figure 4). En fait, la part des exportations dans le PIB a baissé entre 1995 et 2006, période au cours de laquelle l'uranium, le bétail, le niébé et l'oignon représentaient les exportations les

plus importantes. Le niveau et la composition des exportations ont connu un véritable bouleversement au cours des dix dernières années suite à l'augmentation des exportations de ressources naturelles ; cette augmentation a commencé par les exportations d'or en 2005, suivies par une augmentation d'abord du volume des exportations d'uranium entre 2007 et 2010 puis une hausse de son prix en 2012 (73 000 FCFA), pour culminer avec les exportations de pétrole raffiné à partir de 2012. En 2014, l'uranium, le pétrole et l'or représentaient 63 % du total des exportations.

Figure 4: Valeur et composition des exportations, 1995-2014 (en milliards de FCFA)

Figure 6 : Valeur et composition des exportations, 1995-2014 (en milliards de FCFA)

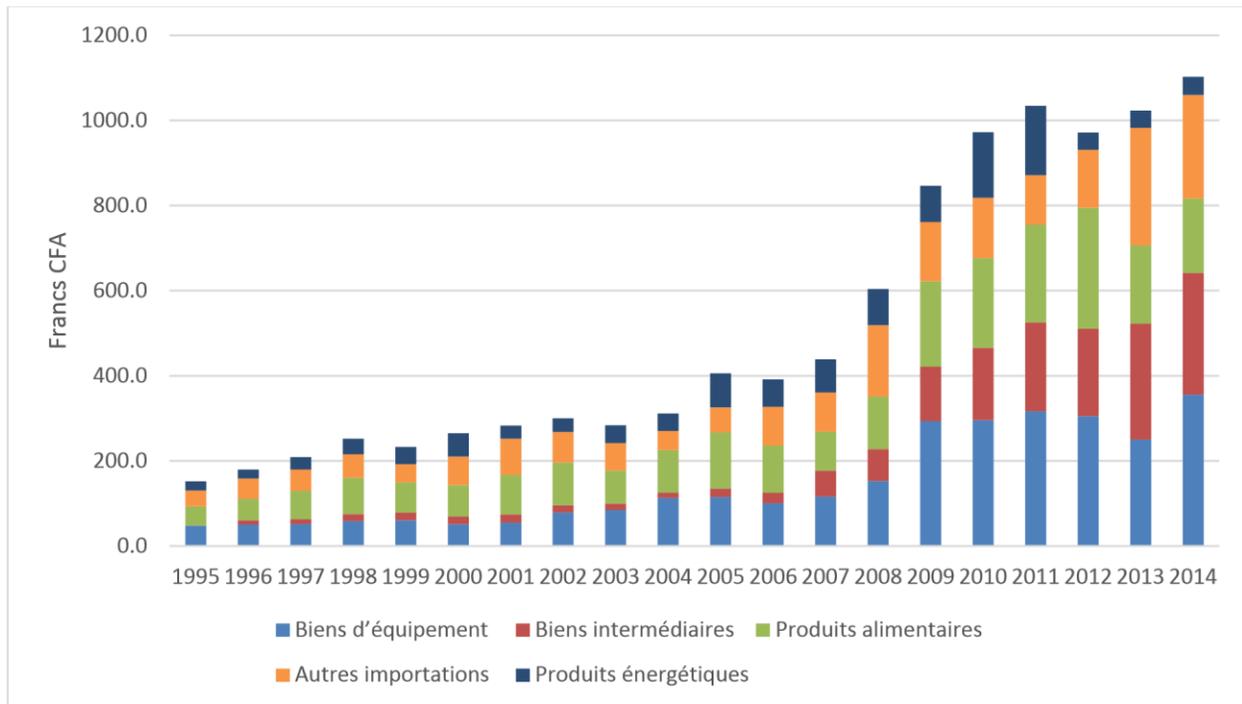


Source : INS Niger

Le niveau et la composition des importations ont également peu évolué entre 1995 et 2006, avant de connaître ensuite une croissance importante suite aux importations liées à l'exploration et à la production minières et pétrolières (Figure 5). La part des importations dans le PIB a augmenté de manière lente et régulière entre 1995 et 2006, période durant laquelle ces importations étaient dominées par les importations de denrées alimentaires. Par la suite, les importations ont connu une augmentation considérable, liée aux développements dans les secteurs de l'extraction minière et pétrolière. Les importations de capitaux et de biens intermédiaires destinés à l'exploration et à la production minières et pétrolières ont connu une croissance rapide à partir de 2007, avec un quadruplement de leur valeur en 2014. Les importations de carburant ont également augmenté régulièrement jusqu'en 2012, lorsque la raffinerie SORAZ a été mise en service ; suite à cette mise en service, elles ont connu un vif déclin.

Figure 5: Valeur et composition des importations, 1995-2014 (en milliards de FCFA)

Figure 7 : Valeur et composition des importations, 1995-2014 (en milliards de FCFA)



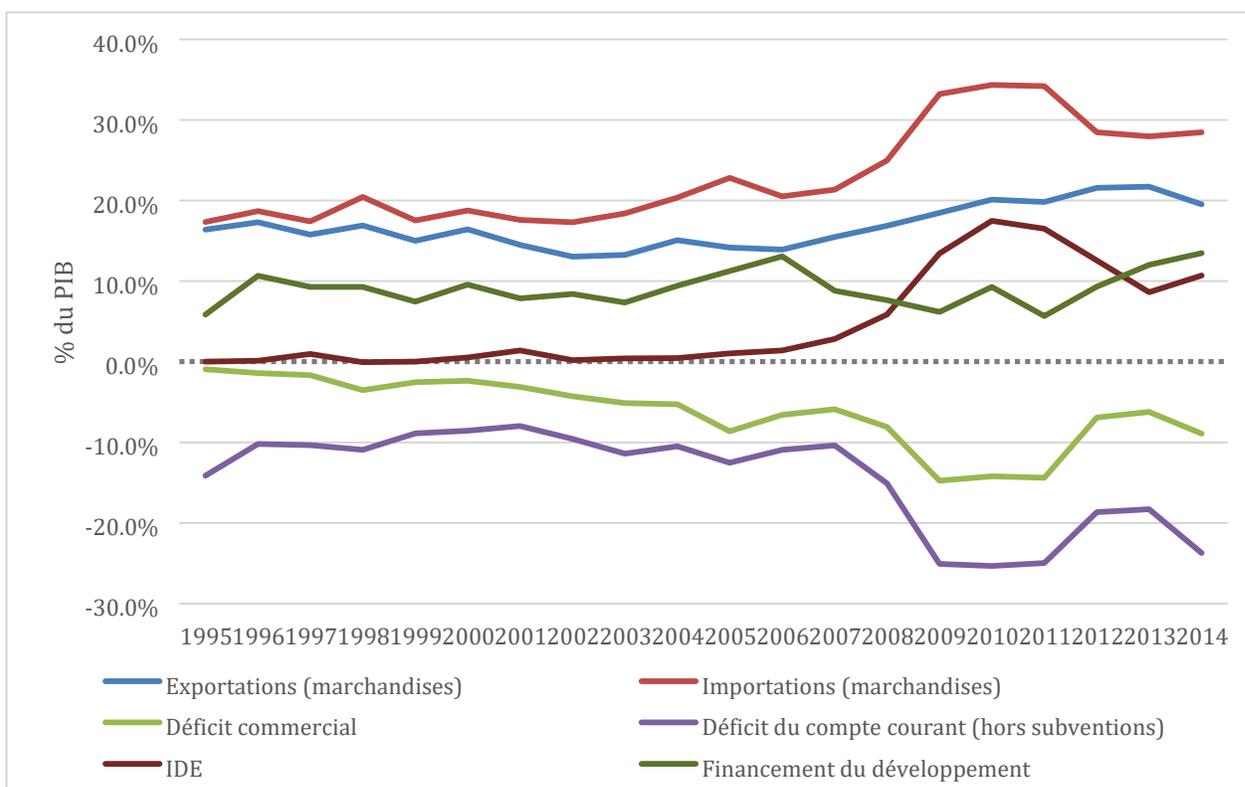
Source : BCEAO

Les importations du Niger ont augmenté plus rapidement que ses exportations au cours des 20 dernières années, jusqu'au commencement de la production de pétrole en 2012. Le déficit commercial s'est régulièrement creusé, de 1 % du PIB à 8 % en 2008, pour ensuite monter jusqu'à 14,5 % entre 2009 et 2011 sous l'effet des investissements pétroliers, avant de redescendre à 9 % en 2014 (Figure 6). Malgré ce creusement du déficit commercial, le déficit du compte courant est resté relativement stable entre 1995 et 2007, dans une fourchette de 10 à 11 % du PIB, notamment grâce au fort déclin des paiements d'intérêts suite à l'allègement de la dette. Ensuite, le déficit du compte courant a plus que doublé entre 2009 et 2011 pour atteindre 25 % du PIB, suite aux importations destinées aux investissements pétroliers et miniers. Il est redescendu à 19 % en 2012, lorsqu'a commencé la production pétrolière.

L'examen des 20 dernières années montre deux périodes distinctes dans le financement du compte courant : la période 1995-2006, au cours de laquelle les flux provenant des partenaires au développement finançaient le compte courant, et la période 2007-2014, au cours de laquelle l'augmentation rapide des investissements directs étrangers (IDE) a permis de financer l'expansion des activités pétrolières et minières. Au cours de la première période, les flux destinés au développement étaient relativement stables et représentaient environ 9 à 10 % du PIB, avec des augmentations de ces flux pendant les années de sécheresse ou des baisses suite à des coups d'État ou des transitions politiques. Cependant, depuis 2007, les IDE ont connu une croissance considérable au point d'atteindre un pic de 17,5 % du PIB en 2010, lorsque la production pétrolière et la construction de la raffinerie ont commencé. Par conséquent, le solde

budgetaire global était peu élevé entre 1995 et 2005 et les réserves s'accumulaient à un rythme très lent, passant d'environ un demi-mois d'importations en 1995 à un mois et demi en 2005. En 2006, ces réserves ont doublé pour atteindre 3 mois d'importations, principalement sous l'effet d'une annulation à grande échelle des dettes. Elles ont atteint 4 mois en 2012, suite à une augmentation importante des financements destinés au développement une fois la crise politique de 2010-11 résolue.

Figure 6: Balance des paiements, 1995-2014 (en % du PIB)



Source : INS Niger

Évolutions monétaires et du taux de change

Le Niger est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ; ses politiques monétaires et de change sont donc définies par les modalités de l'UEMOA. Toutefois, le Niger partage la réflexion en cours dans la sous-région et en Afrique pour aboutir à une monnaie commune.

Le taux de change du franc CFA, la devise commune de l'UEMOA, est indexé sur l'euro (et précédemment, sur le franc français) et n'a pas été modifié depuis 21 ans. Une simple comparaison de l'inflation relative montre que le franc CFA s'est apprécié d'environ 35 % par rapport au dollar EU au cours des 20 dernières années. En raison des modalités découlant de son appartenance à l'UEMOA, le Niger ne dispose pas de politique monétaire indépendante. La monétisation de l'économie s'est accrue de manière continue ces 20 dernières années, le ratio

de la monnaie au sens large relativement au PIB étant passé d'une moyenne de 10 % entre 1995 et 2004 à 19 % au cours de la dernière décennie. En dépit de cette augmentation, l'économie nigérienne reste l'une des moins monétisées du monde, à un niveau inférieur de plus de moitié à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

1.2. Situation sociale

Historiquement, aucun pays n'a connu une croissance économique soutenue sans d'abord atteindre un niveau de capital humain de base sensiblement supérieur à celui enregistré aujourd'hui au Niger. En particulier, en ce qui concerne la santé et l'éducation, les enfants, les jeunes et les femmes s'en tirent nettement moins bien que leurs homologues du reste de l'Afrique subsaharienne.

1.2.1 Pauvreté et inégalité

Stimulée par une croissance économique relativement forte, la pauvreté globale a reculé au Niger. Les progrès réalisés sont toutefois fragiles, et la pauvreté reste très répandue, en particulier dans les zones rurales et les ménages dont le chef de famille est une femme. Bon nombre de ménages sont très vulnérables aux chocs imprévisibles et graves. En outre, en dépit de la légère baisse de l'incidence de la pauvreté observée depuis 2005, le nombre absolu des personnes pauvres continue d'augmenter au Niger en raison de la rapide croissance démographique du pays, particulièrement élevée dans les ménages les plus pauvres. Le nombre des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé de 6,7 à environ 8,3 millions entre 2005 et 2014, soit une augmentation de près de 24 %. Depuis 2011, les troubles politiques en Libye et dans d'autres pays voisins ont quelque peu exacerbé la situation en réduisant les possibilités de migration des Nigériens vers l'étranger. Cette restriction est particulièrement grave, car plus de 60 % des Nigériens migrants vers d'autres pays sont des jeunes, de 20 à 35 ans, et parce que les trois pays accueillant le plus grand nombre de Nigériens (deux tiers migrent vers la Côte d'Ivoire, le Nigéria et la Libye) ont également connu de graves problèmes politiques et de sécurité.

Par ailleurs, l'indice de Gini global a grimpé de 28,6 en 2005 à 31,3 en 2007-2008 et à environ 32,5 en 2014. Mais même à ce niveau, l'inégalité est moins un problème que la pauvreté généralisée et profonde qui afflige la plupart des catégories de revenu. En fait, au cours des six dernières années, la pauvreté n'a reculé que de cinq points de pourcentage.

1.2.2. Education et formation

Au Niger, le taux brut de scolarisation primaire a cru de seulement huit points de pourcentage entre 1980 et 2000, pour atteindre 33 % en 2000 (contre un taux brut de scolarisation primaire moyen de 80 % pour l'Afrique subsaharienne en 2000). De même, la durée moyenne de scolarisation des Nigériens de 25 ans et plus (1,4 an en 2012) est à peu près égale à la moyenne de l'ASS en 1970. Et malgré les bons progrès réalisés dans l'accès à l'éducation depuis 2000, en

2012, 36 % des enfants en âge d'école primaire et 78 % des enfants en âge du premier cycle du secondaire n'étaient pas scolarisés.

Le Niger a fait dans ce contexte des efforts très importants en matière éducative qui se traduisent par des dépenses dans ce secteur dépassant 21 % des dépenses publiques. Ceci est nettement supérieur à la moyenne pour l'Afrique au Sud du Sahara.

Grâce à ces efforts le taux brut de scolarisation pour le cycle de base 1 est ainsi passé de 34 % en 2000 à 71 % en 2012 et près de 84 % en 2014. Ces efforts sont certes remarquables bien qu'en milieu rural une importante fraction de la population d'âge scolaire, en particulier parmi les filles ne soit toujours pas scolarisée.

Le taux brut de scolarisation du 1^{er} cycle, est passé de 69,9% en 2010 à 80,2% en 2015 pour les garçons et celui des filles est passé de 56,8% en 2010 à 68,0% en 2015. Il ressort que le taux brut de scolarisation des filles, tout comme celui des garçons, a connu une amélioration sensible durant les quatre années. L'écart entre fille et garçons reste cependant stable, environ dix points de pourcentage en faveur des garçons.

Le taux d'achèvement au primaire est passé de 41,7% en 2010 à 75,2% en 2015. Pour les filles, il est passé de 35% en 2010 à 64,6% en 2015. Quant à celui des garçons, il a connu une amélioration sensible à la même période de 48,5% à 85,9%.

Quant au rapport filles/garçons, il accroit d'année en année et ceci quel que soit le niveau considéré. Au primaire par exemple, ce rapport est passé de 64,88% en 2000 à 81,95% en 2014. Au supérieur, de 34% en 2005, ce rapport a atteint 48% en 2014. On note, toutefois que ce rapport reste encore faible.

Le pourcentage de la population adulte (plus de 15 ans), sachant lire et écrire, est extrêmement bas et se situait à 19 % en 2015 (dont 11 % pour les femmes) (UNESCO 2015). Le pourcentage des jeunes (15 à 24 ans) sachant lire et écrire est également très faible : 27 % (17 % pour les femmes).

Enfin, la proportion des élèves en formation professionnelle et technique par rapport aux élèves suivant l'enseignement de base a certes fortement augmenté passant de 15,5% à 25,57 % de 2013 à 2015 ce qui est excellent mais encore faible en terme absolu. Les faibles moyens dont dispose l'enseignement professionnel et technique expliquent en partie ces résultats.

Déjà un nombre significatif de jeunes diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur (7300 recensés en 2009) ne trouvent pas d'emplois. Les jeunes avec un très faible niveau scolaire ont par conséquent toute chance de venir gonfler une masse sous employée dans un secteur informel à très faible productivité et aux rémunérations misérables.

1.2.3. Santé

Le Niger a enregistré des succès dans le secteur de la santé, avec une hausse significative de l'espérance de vie à la naissance, qui est passée de 43 ans en 1990 à 63,8 ans en 2015. Ces succès comprennent un accroissement de l'utilisation des services de soins, de 24 % en 2005 à 58 % en 2012, principalement dû aux enfants de moins de cinq ans qui constituent les deux tiers des

nouveaux patients. Une des principales raisons en est l'introduction en 2006 des services de soins de santé gratuits pour les enfants de cet âge. Elle explique probablement la majeure partie de la baisse prononcée de la mortalité des moins de cinq ans. Parallèlement, depuis 2000, le Niger a nettement étendu la couverture vaccinale des enfants ; le taux des enfants de 12 à 23 mois complètement vaccinés a triplé entre 1992 et 2012, passant de 17 % à 52 %. Ce taux reste néanmoins dans la moyenne de la sous-région et bien en deçà du niveau requis pour une protection efficace.

Cependant, le capital humain de la majorité de la population est compromis dès la petite enfance dû à la prévalence de la sous-nutrition qui reste très élevée avec des tendances inchangées. Aujourd'hui, près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux souffre malnutrition chronique.

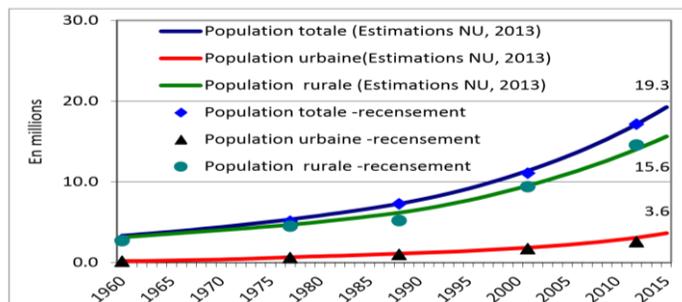
1.2.4. Démographie

En 1960, le Niger ne comptait que 3,3 millions d'habitants. Selon les résultats définitifs du Recensement de la Population et de l'Habitat de décembre 2012 (RGP/H 2012), le Niger comptait 17 138 707 habitants. Sur la base de ces résultats, la Division de la population des Nations unies a estimé la population du Niger à la mi-2015 entre 19,1 et 19,4 millions (Population Division 2014). Sa population a donc été multipliée par un facteur de 5,8 entre 1960 et 2015.

Cette augmentation correspond à un taux d'accroissement moyen sur une cinquantaine d'années supérieur à 3 pour cent par an. La population nigérienne continue d'augmenter d'environ 750 000 personnes par an, ce qui correspond à une croissance de la population tout à fait exceptionnelle de 3,9 pour cent par an actuellement. Le maintien d'un tel taux de croissance conduit à un doublement de la population tous les 18 ans.

Le Niger reste un pays très majoritairement rural puisque cinq Nigériens sur six vivaient en zone rurale en 2012. De ce fait, la plupart des indicateurs sociodémographiques disponibles pour l'ensemble du Niger sont essentiellement le reflet du monde rural. En dépit de la croissance rapide des villes, la population rurale a été multipliée par cinq depuis 1960, et elle serait de 15,6 millions en 2015. Elle continue de croître rapidement au rythme de 3,5 pour cent par an selon les estimations des Nations unies, mais un peu moins vite que la population urbaine qui croît de 5 pour cent par an. Dans ce contexte, le Niger devrait rester majoritairement rural pendant encore plusieurs décennies. C'est ainsi que malgré la croissance plus rapide des villes, les projections d'urbanisation réalisées par les Nations unies en 2014 anticipent qu'en 2050, deux Nigériens sur trois (65 pour cent) pourraient toujours résider en zone rurale (ces données seront révisées lorsque seront publiés les résultats définitifs du RGP/H 2012).

Figure 7 : Evolution de la population de 1960 à 2015



Sources : Nations unies (2013), Institut national de la statistique (2015)

1.3. Etat de la gouvernance et de la sécurité

1.3.1. Gouvernance

La gouvernance telle que mesurée par l'indice Mo Ibrahim de gouvernance africaine s'est nettement améliorée au Niger au cours des dernières années passant d'un score de 39,4 en 2009 à 44,9 en 2014. Par ailleurs, le Niger est classé 99^{ème} sur 168 pays selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International en 2015 ce qui constitue une solide performance.

Toutefois, on constate une dégradation des performances et des capacités des administrations publiques liée à leur politisation et à la corruption. Cela dénote que la corruption est relativement présente au sein de l'administration nigérienne. Or, étant un des aspects de la faible gouvernance, la corruption décourage l'investissement privé car elle en accroît le coût ainsi que le risque. Elle modifie également la qualité et la structure des dépenses publiques en privilégiant certaines dépenses. A travers ces différents canaux de transmission, la corruption a des effets néfastes sur la croissance économique.

Aussi, cette faible qualité de l'administration est plus illustrative au niveau de la gouvernance locale avec une administration communale et régionale quasi-absente d'une part et, une administration régionale et départementale offrant un faible encadrement technique sapant les fonctions essentielles de tutelle et de représentation de l'Etat d'autre part.

C'est au regard de cette situation que l'Etat intensifie la modernisation de l'administration avec l'instauration d'entités administratives décentralisées mieux organisées et plus fonctionnelles avec un Code général des Collectivités Territoriales (CGCT) et un accompagnement responsable et conséquent avec l'élaboration d'une Loi de Programmation de l'Administration Territoriale.

1.3.2. Sécurité

Le Niger est confronté depuis quelques années, sur ses frontières à de graves menaces sécuritaires. En effet, le Nord du territoire nigérien se trouve sur l'itinéraire des groupes djihadistes qui sévissent au Nord Mali et dans le Sud algérien. Ils se ravitaillent régulièrement et reconstituent leurs forces dans le Sud libyen. Au Sud-Est, le Niger est directement menacé par les groupes armés de Boko Haram qui ont fait plusieurs incursions dans la région de Diffa. Au Nord-Ouest, la situation sécuritaire au Nord Mali, notamment dans la région de Kidal ou dans la boucle du Niger, est loin d'être stabilisée.

A ceux-là, il faut ajouter les incursions répétées de groupes de narcotrafiquants et de migrants (surtout les passeurs) qui entravent quotidiennement la paix.

A ces questions de sécurité s'ajoutent les conflits intercommunautaires. En effet, à l'échelle de l'ensemble du pays, une sorte de consensus semble s'établir autour de la prépondérance des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, l'accès aux ressources publiques (les industries extractives et la dépense publique), l'inactivité des jeunes, la gestion du pouvoir.

Ces différentes menaces à la paix ci-dessus exposées sont aggravées par des facteurs structurels et conjoncturels. Au plan structurel, les facteurs aggravants sont relatifs à l'injustice et à la faible qualité de la gouvernance, l'emprise des questions transfrontalières, les questions démographiques, les conséquences de l'instabilité climatique ainsi que le développement des inégalités socioéconomiques et les disparités inter-régionales. Au plan conjoncturel, les facteurs aggravants portent sur les tensions intercommunautaires, la circulation illicite d'armes à feu, la fermeture de certains débouchés migratoires et la présence de réfugiés. Au titre des facteurs révélateurs des conflits figurent le rôle des médias et les mouvements sociaux.

Le Niger est désormais intégré à des stratégies sécuritaires qui lui procurent protection. Bien avant ces stratégies, le Niger a su anticiper en se dotant en octobre 2012, d'une Stratégie de développement et de sécurité (SDS) des zones sahélo-sahariennes qui prend en compte aussi bien les dimensions sécuritaires que celles du développement.

Aussi, le Niger s'est doté d'outils efficaces pour la surveillance du territoire et le contrôle du flux migratoire avec respectivement l'instauration de patrouilles mixtes et du Programme national de lutte contre la migration irrégulière qui au-delà des investissements durables en matière sécuritaires, environnemental et agricoles, fait de l'économie alternative un pan considérable du décollage du développement soutenu au niveau surtout local.

II. Les atouts et contraintes

Les progrès notables que le Niger a réalisés ces dernières années sont loin d'être suffisants pour permettre de concrétiser les objectifs de développement à l'horizon 2035. Le pays dispose certes d'atouts considérables, mais, il est confronté à de nombreuses contraintes.

II.1 Les atouts

Le Niger dispose d'un potentiel agropastoral indéniable, des ressources naturelles considérables, d'une population majoritairement jeune, d'une volonté politique affirmée et d'un potentiel culturel garantissant la cohésion et la solidarité sociale.

II.1.1 Le potentiel agro-sylvo-pastoral et halieutique

Le Niger dispose de : (i) 15 millions d'hectares de terres cultivables, (ii) un potentiel irrigable connu d'environ 10 942 560 hectares, (iii) vastes zones pastorales, (iv) une marge d'amélioration de productivité considérable pour ses principales productions, (v) une population rurale jeune en forte croissance, (vi) un cheptel estimé à 42 790 000 têtes en 2015 et (vii) ressources halieutiques couvrant une superficie d'environ 410 000 ha.

L'agriculture est fondamentale pour le développement du Niger. Les activités agricoles représentent en effet plus de 23,5% du PIB total du pays en 2015 et emploient plus de 85% de la population.³ De par son poids dans l'économie du pays, les performances du secteur agricole ont un impact déterminant sur le développement économique et social du pays. L'agriculture joue

³ Comptes de la Nation, rapides 2015

donc et continuera à jouer à l'avenir un rôle fondamental dans la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire du pays.

La forêt nigérienne couvre environ 12 000 000 ha, soit 10 % du territoire. Elle produit de la gomme arabique sur environ 160 000 ha de gommeras (naturelles ou replantées) de façon artisanale. En plus le Niger renferme plusieurs biotopes riches d'une biodiversité exceptionnelle, représentée par environ 3 200 espèces animales. Il abrite les derniers spécimens de Girafes de l'Afrique de l'Ouest et de nombreuses espèces de mammifères et d'oiseaux, d'importance internationale à travers son réseau d'aires protégées et de zones humides (Parc National du W, Réserve Naturelle Nationale de l'Aïr et du Ténéré, Termit Tin Touma, Tadress, Gadabegi, Fleuve Niger etc..).

L'élevage est également pratiqué par près de 87% de la population active comme activité principale ou comme appoint aux activités agricoles. Le secteur contribue à environ 9,05% au PIB total en 2015 et représente la deuxième source de revenu d'exportation du pays après les ressources minières. L'élevage constitue un moyen d'épargne essentiel pour les ménages et joue également un rôle important dans le développement de l'agriculture à travers la fumure organique. Le cheptel nigérien est estimé à plus de 40 millions de têtes (soit 16 millions d'Unités de Bétail Tropical –UBT) en 2014, toutes espèces confondues, dont 24% de bovins et 62 % de petits ruminants, et environ 15 millions de volaille, essentiellement des élevages traditionnels avec une faible proportion d'aviculture intensive (3-5%).

La pêche touche directement ou indirectement plus de 50.000 personnes, doté d'un savoir-faire traditionnel et semi moderne en pêche et aquaculture ; 9.111 ménages pratiquant au moins une activité du secteur de la pêche. La production nationale serait d'environ 40.000 tonnes, ce qui est proche des données existantes habituellement acceptées (45.000 tonnes en 2013). En moyenne la pêche génère plus de 40 milliards F.CFA de chiffres d'affaires par an.⁴

II.1.2. Les ressources naturelles

Uranium

Le Niger produit de l'uranium depuis quarante-trois ans : il est le quatrième producteur et le cinquième en termes de réserve (7 % du total) au plan mondial. La production d'uranium a démarré à Arlit en 1971. Avec la mise en production d'une mine à Akokan en 1978, puis d'une troisième mine à Azelik en 2011, le pays a connu un niveau de croissance important – de 2 993 tonnes en 2008 à 4 116 tonnes en 2015. Cette augmentation a reflété l'évolution du marché international qui, dans les années 1990 et 2000, disposait d'uranium issu du retraitement des ogives nucléaires de l'ex-Union soviétique, dans le cadre des accords START et SALT. Avec l'épuisement de ces sources, la demande d'uranium issu des mines a augmenté, notamment au Niger.

⁴ Réseau National des Chambres d'Agriculture du Niger. Note d'information / Filière pêche et aquaculture n°1

Pétrole

Le Niger est devenu pays producteur en 2011, avec l'exploitation du champ pétrolier d'Agadem et le démarrage de la raffinerie de la société SORAZ près de Zinder, construite pour traiter le pétrole et le gaz associé de ce champ. Les produits (essence, diesel et gaz de pétrole liquéfié – GPL) sont principalement destinés à la consommation interne et à des exportations vers les pays limitrophes.

Il est indiqué que les réserves de pétrole pourraient passer à 1 milliard de barils de pétrole. La capacité actuelle de production du champ est de 20 000 bbl/jour, alignée sur la capacité de la raffinerie. La production s'est élevée à 13 000 barils par jour (bbl/j) en 2012, 18 000 bbl/j en 2013 et 19 000 bbl/j en 2014 (Fonds Monétaire Internationale).

Charbon

Le charbon est extrait du gisement d'Anour-Araren dans le Massif d'Air, près de Tchirozérine, par la SONICHAR, société nigérienne aux capitaux majoritairement publics (69,32 %). La SONICHAR dispose de réserves prouvées de 6 millions de tonnes de charbon, et en a produit 226 171 tonnes en 2015. La société dispose de centrales électriques et fournit de l'électricité aux mines d'uranium COMINAK et SOMAIR, ainsi qu'aux villes d'Arlit, Agadez et Tchirozérine. En plus, les réserves de Salkadamna constituent un potentiel averé.

Solaire

Le Niger dispose d'un avantage géographique incomparable en termes des ressources solaires. Il abrite l'une des deux zones identifiées par la Nasa comme les plus ensoleillées de la planète. Le pays a pu bénéficier d'une génération de chercheurs très compétents et inventifs du temps de l'âge d'or de l'ONERSOL (Office National de l'Energie Solaire). Le Niger est passé de pionnier des énergies solaires en spectateur contemplatif.

Ressources en Or

Le Niger dispose d'importants gisements d'or dans les zones de Liptako et du Djado. Ces gisements sont sous exploités. En effet, seule une petite portion est exploitée industriellement (877 kg) et par l'orpaillage (397,1 kg) en 2015⁵⁶.

Ressources en eau

Le Niger dispose d'un important potentiel halieutique estimé à 400.000 ha de plan d'eau douce : (fleuve Niger et ses affluents, Komadougou Yobé, Lac Tchad, 970 mares naturelles et 69 retenues d'eau artificielles).

⁵ Haute Autorité à la Consolidation de la Paix

⁶ Ministère des Mines

Deux grands réseaux hydrographiques se distinguent au Niger : (i) le réseau oriental qui comprend le Lac Tchad, la Komadougou Yobé, les Koramas, les koris et les Goulbis ; (ii) le réseau occidental composé du fleuve Niger et de ses affluents.

Les eaux souterraines du Niger sont estimées à 2,5 milliards de m³ d'eaux renouvelables et 2 000 milliards de m³ d'eaux non renouvelables. Les écoulements annuels des eaux de surface sont estimés à 30 milliards de m³ par an.

II.1.3 La jeunesse de la population

Entre 1960 et 2010, le pourcentage des moins de 15 ans est resté proche de 50%, celui des moins de 20 ans proche de 60% et celui des moins de 25 ans de 67%. Aujourd'hui, un Nigérien sur deux à moins de 15 ans et deux Nigériens sur trois ont moins de 25 ans⁷.

II.1.4. La volonté politique

Il existe au Niger, une volonté politique de prendre les mesures difficiles qui s'imposent et des élites conscientes des défis auxquels est confronté le pays. Un débat national plus ouvert sur ces grands défis est désormais possible dans le cadre d'un processus démocratique. Enfin, le peuple nigérien a montré dans le passé une forte capacité de résilience aux chocs et d'adaptation aux changements. Son histoire a aussi prouvé qu'il est doté d'une longue tradition de solidarité et de cohésion sociale qui lui a permis de rejeter les tentations extrémistes.

II.1.5. Le potentiel culturel

L'article 3 de la Constitution du 25 Novembre 2010 cite la justice sociale et la solidarité nationale parmi les principes fondamentaux de la République. La notion de solidarité nationale renvoie à la nécessité d'un contrat entre l'Etat et ses citoyens afin que ceux-ci puissent faire face aux risques majeurs de la vie.

L'article 45 dispose que «les droits et libertés précités s'exercent dans le respect des lois et règlements en vigueur ».

Outres ces dispositions citées ci-dessous, le Niger est un pays qui regroupe plusieurs groupes ethniques. Le cousinage à plaisanterie est l'un des facteurs de cohésion sociale. Cette valeur peut revêtir des objectifs divers. Ainsi, le cousinage à plaisanterie vise soit à mettre fin à des situations de tension, soit à prévenir ou encore à renforcer les relations intercommunautaires. Et c'est en vertu de ce mécanisme que les différentes ethnies du Niger se considèrent comme parentes.

Quoi qu'il en soit, le Niger garde encore cette valeur sociale qui nous a épargné des déchirures et autres conflits civils tragiques qu'on malheureusement connu beaucoup des pays Africains.

⁷INS, RGPH/2012

Nonobstant la récurrence des menaces à la paix, il existe de nombreux facteurs propices à la paix. Ces derniers consistent dans le cousinage à plaisanterie, l'interpénétration des différents groupes ethnolinguistiques, la prédominance d'un Islam tolérant, l'existence d'un système de représentation qui valorise la diversité et l'internalisation de la liberté d'expression.

II.2. Les contraintes

Il convient de citer en particulier son enclavement, les conditions agro-climatiques particulièrement défavorables, les infrastructures (transport, énergie, communication) insuffisantes, une très faible diversification de son économie, un secteur privé formel réduit et atone, un marché mondial des matières premières produites par le pays peu porteur à l'heure actuelle et dans un avenir prévisible, une intégration économique régionale encore insuffisante, une croissance démographique élevée qui n'est pas sans conséquences, un capital humain qui à bien des égards est l'un des plus faible du monde, une administration très fragmentée, aux faibles capacités organisationnelles et techniques, qui pour d'évidentes raisons budgétaires est largement absente d'une grande partie de son territoire et enfin depuis peu des risques sécuritaires considérables dans la sous-région.

De toutes ces contraintes citées, se dégagent des contraintes majeures dont l'atteinte des objectifs du développement du Niger à l'horizon 2035 suppose qu'elles soient levées.

Elles sont au nombre de « cinq plus une », et s'articulent autour de la démographie, de la gouvernance, du social, du développement rural, du secteur privé, et du problème particulier de la sécurité.

II.2.1. Sur le plan démographique

La forte croissance de la population

Le taux de croissance démographique au Niger n'a cessé de s'accroître depuis l'indépendance, pour atteindre 3,9% en 2015,⁸ ce qui constitue l'un des taux les plus élevés au monde.⁹ La population qui n'était que de 3,3 millions d'habitants à l'indépendance en 1960 a atteint environ 20 millions d'habitants en 2016, et si cette croissance se poursuit au même rythme, la population devrait excéder 41 millions en 2035¹⁰. D'ailleurs, si les tendances actuelles se poursuivent, la population du Niger se porterait à 90 millions d'habitants en 2050 selon les estimations de la Division de la population de l'ONU, 2015¹¹. Manifestement les mesures prises dans le passé pour contenir la croissance démographique n'ont pas produit les effets escomptés.

⁸ INS, RGPH 2012. La Division de la population (2015) des Nations Unies estime ce taux à 4% (*World Population Prospects : 2015 Revision*).

⁹ A titre de comparaison historique les croissances démographiques les plus marquantes observées sur plusieurs décennies ont été celles : (a) du Japon : 1,3 % par an entre 1913 et 1950 ; (b) des États-Unis de 2,1% par an entre 1870 et 1913 mais ceci à cause d'une immigration massive de peuplement ; et (c) de la Chine : 1,4% par an entre 1950 et 2000.

¹⁰ Source : INS

¹¹ Base 43 millions en 2035, Division de la population, ONU.

La transition démographique n'a pas été pleinement amorcée

Avec la baisse rapide de la mortalité, en particulier de la mortalité des enfants au cours des 20 dernières années, les Nigériens vivent aujourd'hui plus longtemps. Mais, la transition démographique au Niger, c'est à dire la maîtrise parallèle de la fécondité et de la mortalité est à peine amorcée.

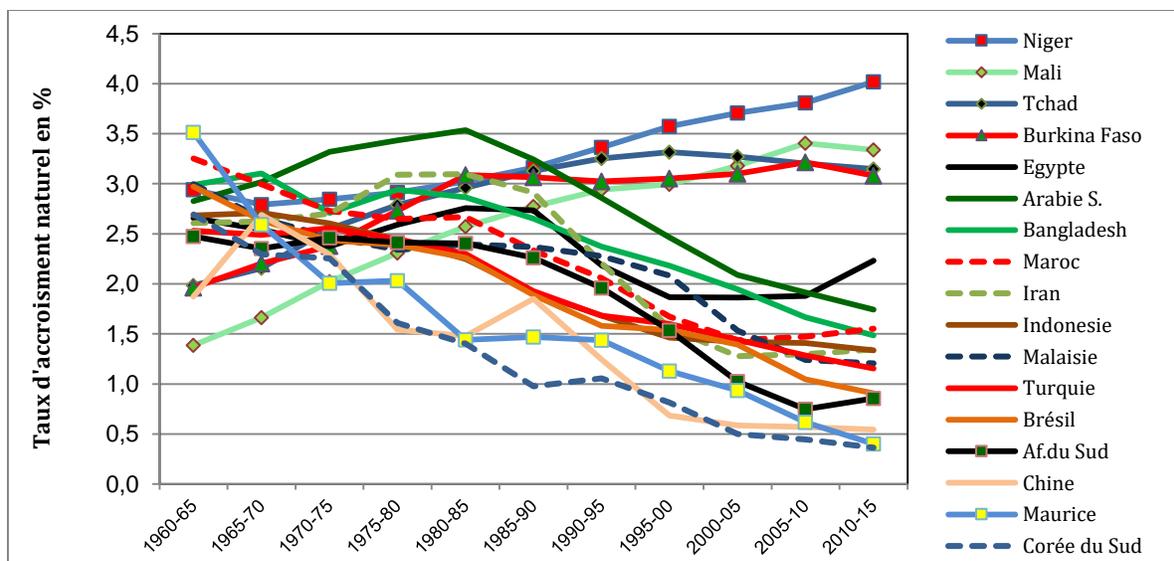
En comparaison, la quasi-totalité des pays émergents et en développement ont pu réduire en 30 ans environ, leurs niveaux de fécondité de 5 à 7 enfants par femme dans les années 1960 à 1,5 à 3,0 enfants et la croissance naturelle de leur population entre 0,5 et 1,5% par an.¹²

La croissance démographique excessive est une source de paupérisation

La non-maîtrise de la fécondité au Niger fait qu'une importante fraction de la population nigérienne est privée des bénéfices du progrès économique et social. Même si la part de la population en situation de pauvreté a diminué de 53,7% à 45,4 % de 2005 à 2014¹³.

Dans les zones rurales en particulier où vivent plus de 80 % des pauvres, le taux de croissance de la population excède les ressources naturelles disponibles : la superficie cultivable par actif, de pâturage, comme les ressources en eau mobilisées et la durée des jachères par foyer ont baissés – une tendance qui va s'accroître.

Figure 8: Évolution du taux d'accroissement naturel de la population dans quelques pays et au Niger depuis 1960



Source : ONU Division de la population (2015)

La population en rapide expansion exige une mobilisation massive de ressources financières publiques pour à la fois répondre aux attentes supplémentaires d'une population en expansion

¹² ONU Division de la population (2015)

¹³ INS, ECVMA 2014

et en même temps combler les insuffisances existantes en services. En effet, les budgets affectés ne peuvent suivre la demande de services publics occasionnés par cette forte croissance démographique provoquant ainsi des insatisfactions et mécontentements.

La croissance démographique va exiger une création massive d'emplois rendue difficile par l'atonie de l'économie.

Le dynamisme de la population nigérienne requiert une création massive d'emplois pour absorber la jeunesse entrant sur le marché du travail chaque année (estimée à quelques 265 000 jeunes en 2015).¹⁴ Nombre d'entre eux doivent partir en quête d'opportunités vers des villes qui ne disposent actuellement ni d'infrastructures pour les accueillir ni d'emplois à leur offrir. D'autres iront chercher des emplois par l'émigration. L'existence d'importants contingents de jeunes sans emploi constitue un facteur de risque politique et social majeur.

Le renversement des tendances démographiques est certes difficile car impliquant des changements culturels importants. Mais un tel renversement des tendances est aussi essentiel et urgent compte tenu de l'ampleur de l'impact de la démographie sur la société et l'économie. L'exceptionnel dynamisme démographique qui se maintiendra au minimum sur une vingtaine d'années exigera une très forte accélération des créations d'emploi.

En 1995, le Niger comptait environ 1,6 millions de jeunes de 15 à 24 ans. Ce chiffre a plus que doublé pour atteindre 3,5 millions en 2015. En principe une bonne part de ce groupe d'âge devrait être à l'école ou au collège et seule une minorité intégrerait le marché du travail. Comme la présence à l'école décline progressivement avec l'âge, on peut estimer que quelques 2,4 millions d'emplois seraient nécessaires pour répondre pleinement aux attentes de cette cohorte de 15 à 24 ans actuelle.¹⁵

Or d'ici 2035, ces chiffres vont littéralement exploser puisqu'il y aura pour cette seule année-là, 650 000 jeunes dont beaucoup seront peu ou non scolarisés disponibles sur le marché du travail au Niger ou prêt à émigrer pour rechercher un emploi. A moins de profondes transformations de l'économie, en particulier de l'économie rurale où vit la grande majorité de la population, les opportunités d'emploi resteront très insuffisantes pour absorber cette arrivée massive sur le marché de l'emploi, facteur qui ne peut être que source de frustrations croissantes.

II.2.2. Dans le domaine social

II.2.2.1. Education

Le faible niveau général d'éducation et de formation est incompatible avec un développement économique rapide

¹⁴ Ces jeunes viendront s'ajouter aux personnes actuellement en chômage.

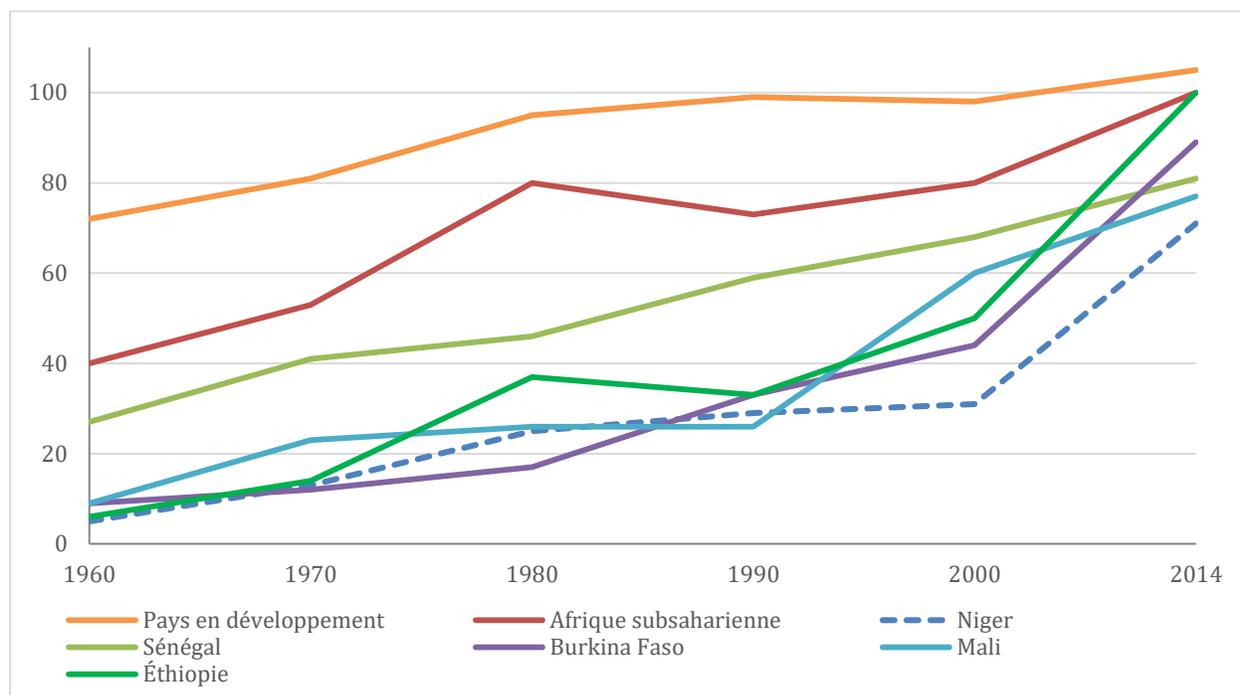
¹⁵ ONU Division de la population (2015)

Le Niger aborde la période 2017-2035 avec un capital humain qui, à bien des égards, est sans doute le plus faible du monde¹⁶. Le pays a d'abord hérité à son indépendance de graves insuffisances dans les domaines de l'éducation¹⁷ et de la santé. Les progrès accomplis dans les domaines de la formation et de l'éducation au cours des années 1960 et 1970 ont été suivis par une période de stagnation pendant les années 1980 et 1990.

La croissance rapide des indicateurs d'accès à l'éducation durant les dernières quinze années masque de graves problèmes de qualité.¹⁸

Ce n'est que durant la période de 2000-2014 que le pays a fait un effort gigantesque en éducation, en consacrant en 2014 plus qu'un-cinquième de son budget (21,7%) à l'éducation, permettant d'atteindre un taux brut de scolarisation (TBS) de 71% en 2014¹⁹. Malgré ces efforts, le Niger se trouve face à un considérable défi pour rattraper son retard en éducation de base, alphabétisation des adultes et formation technique.

Figure 9: TBS de l'enseignement primaire (%)



Source : UNESCO

¹⁶ Il est classé le dernier sur l'indice de développement humain du PNUD (188 pays, 2015), ce qui reflète le faible niveau d'éducation et de l'état de santé des Nigériens.

¹⁷ En 1960 le taux brut de scolarisation (TBS) dans l'enseignement primaire était de 6% et l'alphabétisation adulte de seulement 1% (comparé à la moyenne de l'ASS d'environ 38 % et 9% en 1960) et le pays n'avait pas un seul établissement d'enseignement secondaire ou supérieur.

¹⁸ En 2013 par exemple, seuls 64% de ceux qui avaient commencé la première année de l'enseignement primaire avaient atteint la 6ème année et en 2014 moins de 9% des élèves de 6ème avaient atteints la compétence minimum en lecture et en mathématique.

¹⁹ UNESCO. (2015). *EFA Global Monitoring Report 2015*.

Les progrès accomplis en matière de TBS n'ont en effet pas été accompagnés par des progrès analogues en termes de qualité de l'éducation. En effet, en fin de cycle primaire, seuls 8.6% des élèves atteignent le seuil suffisant de compétence en lecture, 7.7% en mathématiques²⁰. La durée moyenne de scolarisation, pour les personnes âgées de plus de 25 ans, (1,5 an soit moins du tiers de la durée moyenne de scolarisation en Afrique subsaharienne qui est de 5,2 ans) demeure encore très inférieure au minimum indispensable pour acquérir les connaissances de base.

Des écarts importants en termes de scolarisation ainsi que de réussite scolaire persistent aussi entre populations en zones urbaines et rurales, entre différents niveaux de revenus et entre hommes et femmes. Une analyse récente révèle que les différences dans l'accès à l'éducation sont un phénomène essentiellement rural et secondairement une question de niveau de revenu. Toutefois, des niveaux inférieurs d'accès des filles à l'école sont plus prononcés dans les deux cas de figure.

La situation en matière d'alphabétisation des adultes constitue un handicap considérable pour moderniser l'économie.

En matière d'alphabétisation des adultes, même si le Niger a fait quelques progrès, la situation actuelle est dramatique avec un taux d'alphabétisation de 19% en 2015.²¹ Aussi il y a une grande différence dans les taux d'alphabétisation des hommes (27%) et ceux des femmes (11%) ainsi qu'entre les zones urbaines (environ 70%) et rurales (environ 15%). Le Niger a sur ce plan progressivement pris un grave retard par rapport à d'autres pays du Sahel qui faisaient face à un handicap similaire à l'indépendance. En effet, en 2015 le taux d'alphabétisation était de 36% au Burkina, 39% au Mali, 40% au Tchad, 52% en Mauritanie et 58% au Sénégal. Rappelons que la moyenne pour l'Afrique Sub-Saharienne était de 63% en 2015 et, la moyenne pour les pays en développement était de 83%.²² Or l'alphabétisation des adultes est un indicateur important de productivité de la main d'œuvre. Le taux exceptionnellement bas pour les femmes est une contrainte particulièrement grave pour le développement économique et social au Niger, étant donné notamment le rôle important que jouent les femmes dans l'économie rurale et le bien-être de la famille. Aucun pays émergent n'a réussi à transformer son économie traditionnelle en économie dynamique et diversifiée avec un aussi faible niveau de capital humain.

Le taux élevé d'analphabétisme entrave également l'efficacité du système d'apprentissage traditionnel qui est la principale source de compétences pour le secteur informel, y compris l'artisanat. En dépit de la vitalité de ce système et de sa capacité d'adaptation, l'accélération du changement technologique a introduit de nouvelles exigences en matière de compétences que les maîtres artisans, qui forment des apprentis, n'ont pas maîtrisées. La majorité d'entre eux sont analphabètes ou ont abandonné l'école primaire très tôt. En outre, la majorité des apprentis sont aussi analphabètes. Le système d'apprentissage est donc basé sur l'observation et la répétition, une approche contraire aux exigences de l'adaptation dans les professions et les métiers qui sont

²⁰ Rapport PASEC, CONFEMEN, 2014.

²¹ En 2015, le taux d'analphabétisme des femmes nigériennes de 15 à 24 ans était de 83% et de 92% chez les femmes de 25 ans et plus, soit le plus élevé du monde (UNESCO 2015).

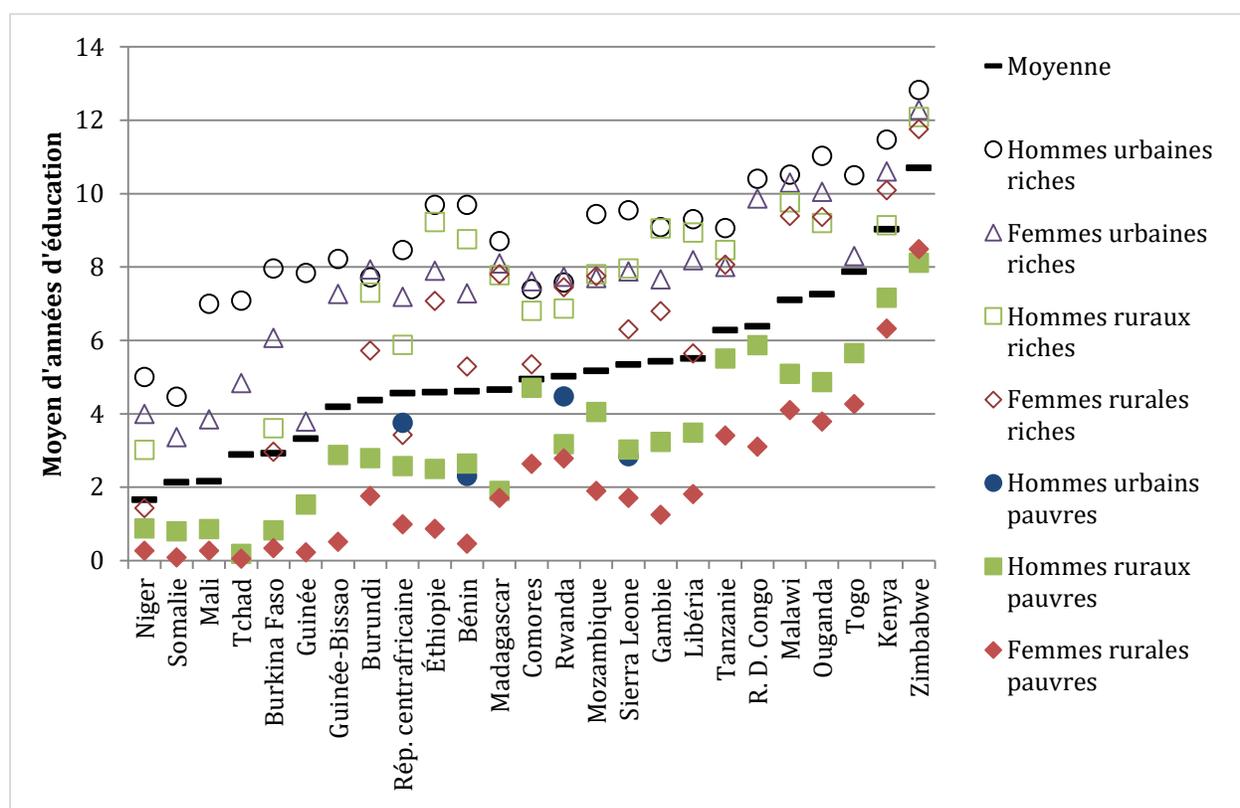
²² UNESCO (2016)

en constante évolution, que ce soit en termes de technologie ou de nouvelles exigences du marché et des normes.

Au total, face à des effectifs en aussi forte croissance, le système éducatif souffre d'une grave insuffisance de financements qui ne peut se résoudre par un simple recours accru aux ressources budgétaires internes. Ce point exigera des efforts coordonnés massifs et de longue haleine de la part des partenaires financiers extérieurs.

Mais, le système éducatif souffre aussi de très sérieux problèmes de management et d'organisation avec une fréquente non-disponibilité des personnels enseignants qui sont également insuffisamment encadrés et suivis. Le Niger a un long chemin à faire pour rattraper son retard, en matière de niveau éducatif, par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne. Le graphique suivant montre que si les moyens engagés sont insuffisants les résultats atteints ne sont pas non plus à la mesure des dépenses engagées.

Figure 10 : Nombre moyen d'années d'éducation (23-27 ans) pour 25 pays en l'ASS par sous-groupes²³



Source: UNICEF. (2015). *The Investment Case for Education and Equity*.

²³ « Riches » et « pauvres » sont définis comme les quintiles des revenus les plus hauts et les plus bas.

II.2.2.2. Santé

Des progrès significatifs ont été accomplis en matière de santé publique.

Au plan de la santé publique, le Niger a réalisé des progrès significatifs au cours des deux dernières décennies, et son retard par rapport aux pays d'Afrique sub-saharienne s'est généralement réduit.

Les indicateurs de santé se sont nettement améliorés. L'espérance de vie à la naissance est passée de 36 ans en 1970 à 62 ans en 2015, ce qui est au-dessus de la moyenne africaine, ceci grâce à une forte réduction du taux de la mortalité infantile, de la mortalité des enfants de moins de cinq ans, et de la mortalité maternelle. Le taux de mortalité des moins de 5 ans a diminué aussi de 327 pour 1000 naissances vivantes en 1970 à 96 en 2015, convergeant avec la moyenne africaine de 83.²⁴

Pourtant, même avec ces importantes avancées, la santé de la population nigérienne reste parmi les moins favorables du monde.

Des défis importants subsistent dans ce secteur en particulier pour la maîtrise des maladies transmissibles et non transmissibles, la malnutrition ainsi que le contrôle des affections maternelles, prénatales et infantiles. Des différences notables d'accès aux services de soins en termes de personnel et d'équipement persistent entre différentes régions et entre les zones rurales et urbaines.

Le secteur de santé nigérien est confronté à un très sérieux problème de financement sur le long terme par suite de la démographie. Ainsi, le montant du financement mobilisé par habitant (environ 18 \$ en 2011) a baissé et se situe à environ un-cinquième des dépenses moyennes par habitant de l'Afrique sub-saharienne.

Or, il existe de fortes interdépendances entre l'éducation, la santé, la nutrition et la formation du capital humain. L'éducation des filles et l'alphabétisation des femmes par exemple permettent de réduire la mortalité maternelle et infantile et contribuent à une meilleure nutrition et une meilleure santé familiale. La nutrition favorise le développement du cerveau et du système immunitaire des jeunes enfants, ce qui améliore leurs capacités de survie et d'apprentissage. A son tour, une meilleure santé contribue à l'amélioration de la productivité de la main d'œuvre, permet aux individus de mieux participer à la vie économique, et de réduire la pauvreté.

II.2.3. Sur le plan de la Gouvernance

La faible efficacité de l'administration publique

L'administration publique n'est pas à la hauteur des défis du développement du Niger. La faiblesse de l'administration nigérienne peu coordonnées au niveau local, et ses modes de fonctionnement en silos constituent autant d'obstacles majeurs pour la mise en œuvre rapide

²⁴ Ibid.

des programmes de développement nationaux qui doivent permettre d'agir efficacement et rapidement pour mettre en œuvre un scénario de rupture. Or, la réussite de tels programmes dans l'environnement régional sécuritaire inquiétant qui est aujourd'hui celui du Niger constitue aussi un élément fondamental pour assurer la paix et la sécurité dans l'ensemble du pays et de la sous-région.

[L'architecture gouvernementale répond certes aux contraintes politiques mais est trop éclatée pour une bonne efficacité de l'action de développement.](#)

Depuis plus de deux décennies, les administrations centrales sont caractérisées par une grande fragmentation, avec souvent un chevauchement de leurs fonctions (comme c'est le cas dans l'éducation, le secteur de l'eau, l'emploi, l'agriculture, etc.). L'une des causes de cette fragmentation est la complexité de l'architecture gouvernementale qui semble plus refléter des contraintes politiques qui font que des postes gouvernementaux sont créés non pas en fonction d'un souci d'efficacité mais selon des calculs politiques.

Le manque de professionnalisme dans l'occupation des fonctions d'administrateurs territoriaux en général et, le retard dans l'élaboration et l'adoption d'un cadre de l'administration territoriale sont tout aussi des handicaps majeurs dans le dynamisme et l'efficacité de l'administration publique. Les circonscriptions administratives constituent le rempart de la coordination de l'action publique sectorielle au niveau déconcentré.

Une conséquence de cette situation est que : les décisions sont éclatées entre plusieurs administrations, aucune d'entre elles ne dispose d'une vue d'ensemble des missions. Les missions et budgets ne sont pas alignés et nul n'assume la responsabilité du résultat final. Cet éclatement rend également difficile de garantir la continuité et d'assurer la cohérence de la mise en œuvre des politiques et stratégies à long terme. La captation des interdépendances entre celles-ci est quasi impossible.

Cette complexité explique une bonne partie des lenteurs dans les processus de prise de décision et des incohérences dans la mise en œuvre des programmes. Ces facteurs affectent négativement la crédibilité des administrations auprès des citoyens et alimentent une image de corruption dans les services publics.

[Les enjeux dans le secteur rural s'accommodent mal de la fragmentation institutionnelle actuelle.](#)

Les retards accumulés depuis près de trente ans par exemple dans le domaine vital qu'est le développement rural, impliquent en particulier la mise en œuvre simultanée au niveau des villages et ceci sur l'ensemble du territoire, d'un ensemble d'actions coordonnées. Il en est ainsi d'un développement accéléré de la petite irrigation et de toutes actions d'aménagement et de restauration des sols visant à une meilleure rétention de l'eau, de l'essor de la culture attelée et de la petite mécanisation, d'une généralisation de l'accès à l'eau potable, de l'électrification, de l'ouverture et de l'entretien des pistes rurales, de l'accès aux intrants, aux soins de santé, à l'éducation de base et à un enseignement professionnel adapté.

Le comportement des institutions en charge du suivi du secteur privé ne facilite guère le développement d'un secteur privé formel et compétitif.

L'administration ne se voit pas comme l'alliée d'une économie privée performante et compétitive. Il en résulte une méfiance des opérateurs qui lui reprochent un manque de prévisibilité qui est indispensable pour les opérateurs économiques.

Le passage des stratégies sectorielles à des programmes d'action concrets efficaces exige la construction d'une véritable administration de développement fondée sur le mérite et le souci d'efficacité.

Les stratégies qui ont été définies de longue date par les gouvernements successifs du Niger sont pour certaines de très bonne qualité et ont donné lieu à la mobilisation d'importants concours extérieurs. Mais leur traduction en programmes opérationnels concrets sur le terrain s'avère difficile.

Au plan agricole, par exemple, le gouvernement est très conscient de l'urgence que constitue le développement rapide d'une agriculture plus productive et moins dépendante des aléas climatiques, tant pour faire face au défi alimentaire que pour offrir des perspectives d'emplois aux centaines de milliers de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Il s'est pour cela doté d'une politique agricole très cohérente. Un travail d'analyse considérable a déjà été fait qui a débouché en particulier sur une stratégie nationale en matière de gestion durable des terres et des écosystèmes, un programme stratégique pour la résilience climatique face au changement climatique, un plan national d'investissement agricole (PNIA) et enfin un cadre stratégique et un plan d'investissements pour l'Initiative 3N.²⁵ Ces efforts doivent certes être poursuivis et amplifiés.

Mais la mise en œuvre concrète de ces ambitieux programmes dans le secteur rural est un défi. De tels efforts ne peuvent reposer sur de seules structures de projet éphémères et nécessitent des administrations efficaces et des financements stables ainsi que l'action d'institutions pérennes (voire d'une agence d'exécution) en charge d'assurer la multisectorialité, la mobilisation de ressources en particulier nationales, et ce dans le contexte de la réforme des finances publiques et de l'approche programme.

Cette administration doit pouvoir concevoir et mettre en œuvre des programmes publics d'envergure dont les objectifs doivent être précis, ceci dans des domaines variés comme la fourniture des services sociaux (éducation, santé), les investissements en infrastructures, les services économiques et régaliens en particulier la justice, et la sécurité. Il est aussi essentiel que ces administrations soient effectivement présentes sur l'ensemble du pays y compris dans les zones rurales à faible densité.

²⁵ Ces documents présentent une stratégie claire pour assurer une gestion durable des terres et des écosystèmes et un développement agricole rapide basé sur l'accroissement, la diversification et l'intensification de la production par la modernisation des exploitations et leur accès aux marchés et aux services dont elles ont besoin. Le secteur doit contribuer à la réalisation de la vision « *Faim Zéro d'ici 2020* ».

Les enjeux portant sur le succès de cette transformation d'une administration inefficace, dont l'encadrement a de longue date été choisi beaucoup plus sur des critères politiques que de compétence, en une véritable administration de développement sont donc considérables pour le Niger. Car c'est in fine la stabilité sociale et politique à moyen long terme du pays qui est en jeu et finalement la paix et la sécurité dans toute la sous-région. A cet égard, le problème sécuritaire est devenu une sixième et préoccupante contrainte.

II.2.4. Sur le plan du développement rural

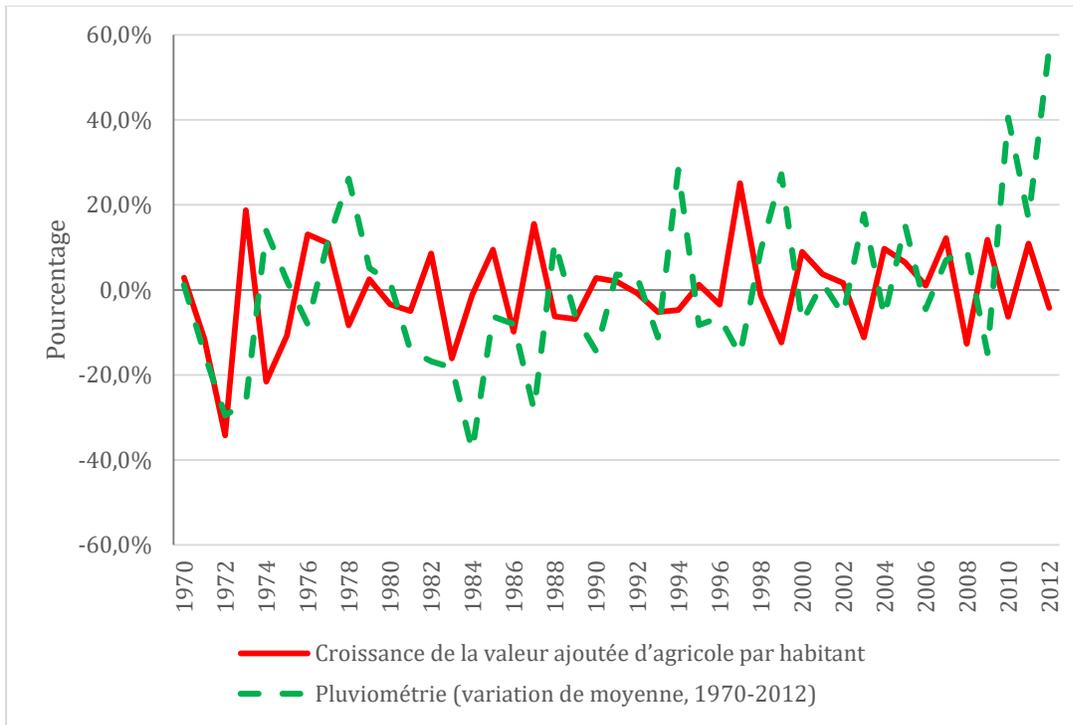
Les principales contraintes auxquelles fait face le monde rural s'articulent principalement aux questions essentielles de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la forêt et faune et du changement climatique.

II.2.4.1. La faible modernisation de l'agriculture

La croissance soutenue du secteur agricole selon un modèle extensif ne pourra se poursuivre car elle se heurtera à de fortes contraintes foncières.

Sur une longue période (1980-2010), le secteur agricole a connu une croissance relativement soutenue de 3,5% par an. Cette croissance satisfaisante n'a cependant pas excédé le taux de croissance de la population. La production agricole par habitant a donc été stagnante jusqu'à la dernière décennie où la production a accéléré, atteignant 5,5% par an en moyenne, essentiellement grâce à des conditions climatiques particulièrement favorables dont on ne peut pas préjuger de la poursuite. La croissance agricole est en effet tributaire de conditions climatiques extrêmement volatiles. Le Niger est un pays aux trois quarts désertiques. Il subit presque chaque année les effets de chocs climatiques importants, quelquefois catastrophiques, qui engendrent des sécheresses et/ou des inondations qui affectent des centaines de milliers de ménages et aggravent durablement leur vulnérabilité et leur insécurité alimentaire du fait de la destruction de leurs cultures, de leur cheptel et parfois même de leurs habitations.

Figure 11: La valeur ajoutée agricole par habitant et pluviométrie depuis 1970

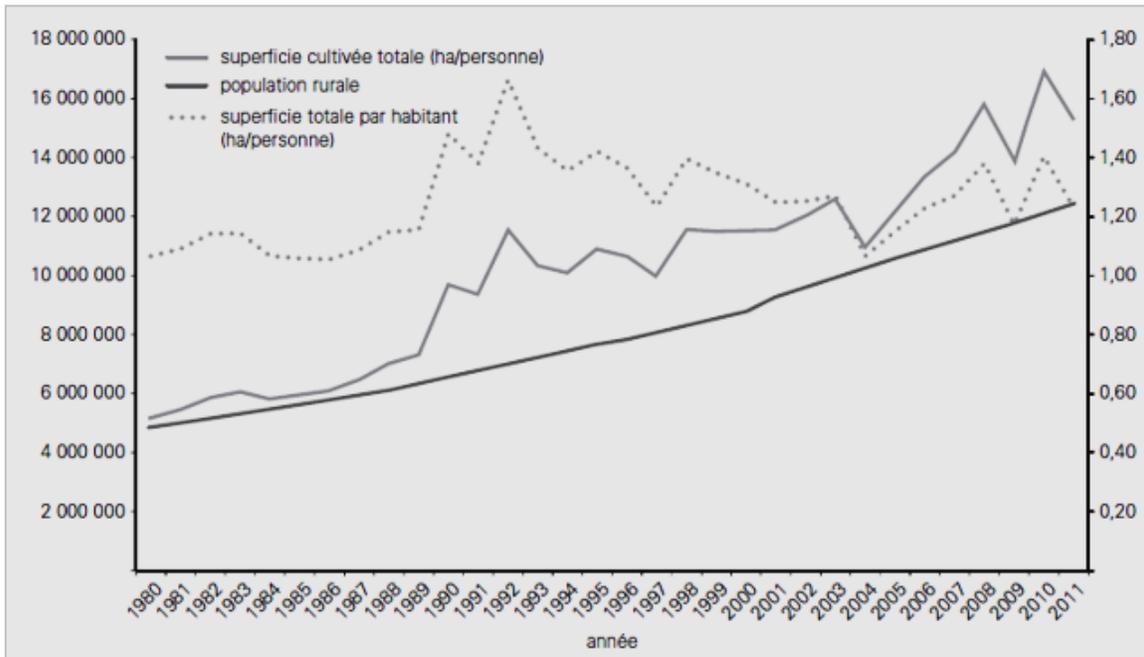


Source: CNUCED; « Climate Change Knowledge Portal, » Banque mondiale (2016)

La croissance agricole a été essentiellement basée sur l'extension des superficies cultivées, qui sont passées de 4 à environ 11 millions d'hectares de 1980 à 2015 (y compris les jachères), et non sur une augmentation de la productivité.²⁶ Bien que l'on constate un début d'intensification dans les zones les plus favorables du sud du pays situées à proximité des villes, les systèmes culturaux sont encore très largement extensifs, très peu productifs, ancrés dans une logique de minimisation des risques. Les rendements sont très bas (2/3 de la moyenne régionale et moins d'un tiers des rendements possibles). Seule l'agriculture irriguée, qui se pratique sur environ 113.060 hectares (sur un potentiel exploitable estimé à 10.942.560hectares) présente des rendements acceptables bien que pouvant être grandement améliorés.

²⁶ Banque mondiale. (2013), Agricultural sector risk assessment in Niger : Moving from crisis response to long-term risk management - technical assistance ; Ministère de l'agriculture, Direction des statistiques ; Jean Pierre Guingant et Maxime Banoin (2003), « Dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers : le cas du Niger, » FAO/CICRED ; et estimations, Jean-Paul Chausse.

Figure 12 : Morcellement des superficies par habitant



Source: Banque mondiale. (2013). *Agricultural sector risk assessment in Niger: Moving from crisis response to long-term risk management - technical assistance*.

A cause de l'accroissement rapide de la population rurale (environ 3,3% sur la période 1995-2015),²⁷ la pression foncière s'est fortement accrue, surtout dans la zone sud du pays, entraînant la réduction et dans certains cas l'élimination totale des jachères, la dégradation des ressources naturelles et une baisse de la fertilité des sols, ainsi qu'une diminution de la taille des exploitations.²⁸ La plupart des exploitations agricoles ne produisent que pour les besoins alimentaires du ménage et dégagent peu d'excédents (un nombre grandissant de ménages agricoles ne produisent en fait pas assez pour leurs propres besoins). Aussi la pression démographique sur les terres a eu pour conséquences l'accroissement des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Sur la base des tendances actuelles, il est probable que les superficies cultivées augmenteraient pour atteindre 15 millions d'ha en 2035, soit la totalité de la surface cultivable du pays, impliquant la disparition quasi-totale des jachères. A moins d'investissements massifs dans les améliorations foncières, la modernisation de l'agriculture, il faudra donc s'attendre à une grande dégradation de la base productive et de la fertilité des sols, une réduction des pâturages disponibles et une forte diminution des disponibilités en fourrage et en eau pour le bétail. La croissance démographique entrainera davantage le morcellement des exploitations à un niveau

²⁷ ONU Division de la population, *World Population Prospects : the 2012 Revision*.

²⁸ On estime qu'il existe environ 2,5 millions d'exploitations, avec une taille moyenne de 4 hectares (pluvial) et 6 personnes par ménage. En irrigué, les exploitations sont en général de très faibles dimensions, en particulier dans les grands périmètres (AHA) où le morcellement des exploitations s'accroît rapidement.

qui ne permettra plus à un grand nombre de ménages agricoles de subvenir à leurs propres besoins.

Avec une poursuite des tendances actuelles, la satisfaction des besoins alimentaires du pays, déjà précaire, exigera des importations massives à l'horizon 2035.

En 2015, les besoins totaux de la population du Niger étaient estimés à environ 4,7 millions de tonnes dont 4,2 millions de céréales sèches (mil/sorgho), qu'on peut considérer couvertes par la production nationale dans les années favorables, et 400.000 tonnes de riz,²⁹ couvertes très partiellement seulement par une production nationale de 133 247 tonnes et le solde par des importations. Le pays importe aussi d'importantes quantités de blé, d'huile alimentaire, de lait et de produits avicoles. A l'heure actuelle, on estime que 50% de la population du pays souffre d'insécurité alimentaire, saisonnière, transitoire (après un choc) ou chronique. L'insécurité alimentaire est paradoxalement la plus forte en zone rurale où la malnutrition saisonnière ou chronique, en particulier des enfants, est particulièrement inquiétante.³⁰

La forte croissance agricole de la dernière décennie était due à une pluviométrie favorable et ne pourra probablement pas être maintenue sur le long terme. Au vu des contraintes présentes auxquelles s'ajouteront les effets négatifs du changement climatique³¹, la poursuite des politiques actuelles ne permettra très probablement pas d'atteindre un taux de croissance moyen de la production agricole de 3,5% par an, comparable au taux historique. En effet, dans les conditions actuelles, avec des exploitations agricoles décapitalisées et n'ayant qu'un accès très limité aux technologies, intrants et services dont elles ont besoin, il est peu probable que l'on puisse observer une mutation rapide des pratiques actuelles vers des systèmes modernisés, plus intensifs et compétitifs, permettant à la fois une gestion durable des ressources naturelles et une augmentation des revenus agricoles.

Or, même une croissance agricole annuelle de 3,5% ne serait pas suffisante pour réduire la pauvreté d'une population rurale augmentant au même rythme. Le revenu agricole par habitant stagnerait à environ 220\$ US/an. Le taux de pauvreté rurale resterait au mieux inchangé à environ 60%, et le nombre absolu de pauvres ruraux doublerait, passant de 9,2 millions actuellement à 18 millions en 2035. De même, la sécurité alimentaire du pays se dégraderait fortement. Le déficit en céréales sèches, même en année relativement favorable, passerait à plus de 3 millions de tonnes, soit un tiers de la consommation nationale. Malgré la poursuite d'investissements assez importants pour augmenter les superficies irriguées, qui pourraient passer de 149 267 en 2015 à 350.000 hectares en 2020. La production de viande continuerait à

²⁹ Calculé sur la base de 210 kg d'équivalent mil et 20 kg d'équivalent riz. Ministère de l'Agriculture, Direction des Statistiques, Février 2015.

³⁰ Le degré de malnutrition des enfants en zone rurale était de 40%.

³¹ Les projections du changement climatique ajoutent un défi supplémentaire considérable. Elles prévoient en effet l'augmentation des précipitations et le déplacement des isohyètes vers les zones nord, mais avec des cycles de précipitations plus courts et plus violents, et une hausse de la température moyenne entraînant une réduction des rendements des cultures pluviales de 15 à 20% et une forte diminution des disponibilités en eau pour le bétail.

couvrir la demande nationale mais les exportations chuteraient, privant le pays de recettes importantes en devises.

Face à des conditions naturelles difficiles, l'insuffisance des investissements dans les infrastructures rurales améliorant l'accès des producteurs aux marchés, l'irrigation, les améliorations foncières, la recherche agronomique, le conseil agricole, les services financiers et les services sociaux de base ne permet pas de lever les blocages actuels à la modernisation des exploitations et l'amélioration de leur productivité.

Les zones rurales sont très mal desservies en matière d'infrastructures et de services de base (éducation, santé). Le manque d'infrastructures - de transport, de mise en marché, d'accès à l'énergie et à l'information - et le faible accès des producteurs aux intrants, conseil et services financiers dont ils ont besoin, sont des contraintes majeures à l'amélioration de la productivité agricole et la modernisation des exploitations. Le manque d'accès aux services sociaux est peut-être l'une des contraintes les plus sévères pour le développement des zones rurales du pays : ainsi en 2015, 70% de la population agricole ne sont pas scolarisée et plus de 80% n'avait pas achevé l'école primaire.

La faiblesse des revenus agricoles, le manque d'infrastructures et le faible accès des populations rurales aux services de base n'ont pas permis l'émergence d'une économie rurale dynamique, capable d'offrir emplois et revenus aux jeunes ruraux. De plus en plus de jeunes, n'ayant pas accès à la terre ou à des emplois ruraux non-agricoles décentes, sont contraints à migrer vers les villes sans aucune qualification, où ils sont cantonnés dans des occupations informelles très peu productives. La poursuite des politiques actuelles ne pourra qu'accélérer cet exode rural, privant l'économie rurale de ses forces vives alors que le milieu urbain ne sera pas capable de les accueillir ni en termes d'emplois productifs ni en termes d'infrastructures.

II.2.4.2. La faible modernisation de l'élevage

La productivité de l'élevage est très faible. A titre d'illustration, on estime qu'il faudrait au moins 26 bovins adultes, 5 veaux et diverses autres espèces pour couvrir les besoins d'une famille de 6 personnes dans les conditions actuelles de production de la zone pastorale, alors que deux vaches Azawack correctement entretenues suffiraient à couvrir ces besoins. Les contraintes principales au développement du secteur concernent (i) la disponibilité des ressources fourragères, (ii) l'accès à l'eau, et (iii) une faible couverture sanitaire et la quasi-inexistante de services d'appui technique. La quasi-totalité de l'alimentation des gros ruminants (bovins) et des petits ruminants provient des pâturages naturels et des résidus de cultures. Le potentiel de production d'aliments de bétail est très limité et essentiellement destiné à l'agriculture péri-urbaine (embouche, lait et volaille). Les ressources fourragères du pays connaissent souvent des déficits importants liés à la variabilité des pluies et à la dégradation des sols. Entre 2000 et 2015, le bilan fourrager fait ressortir neuf (9) années déficitaires. Au moins une année sur deux le cheptel est confronté à un problème alimentaire que les éleveurs essaient de résoudre en exploitant les aires protégées, empiétant sur les espaces encore en culture, traversant les frontières et/ou en procédant à un déstockage forcé. A cette raréfaction des ressources

fourragères vient s'ajouter l'emprise toujours plus grande de l'agriculture qui restreint l'accès des éleveurs aux pâturages et à l'eau et qui entraîne des conflits de plus en plus fréquents.

II.2.4.3. La faible modernisation de la pêche

Les épisodes de sécheresse et les actions anthropiques ont entraîné un appauvrissement progressif des ressources halieutiques au Niger. La diminution des espaces inondables et la pression accrue par les efforts de pêche sans précédent ont conduit à une baisse des productions et rendu difficile son renouvellement. Les prises du poisson connaissent d'importantes fluctuations. On distingue trois grosses régions de pêche principales: Tillabéry (fleuve Niger), Tahoua (mares) et la région de Diffa (en fonction du retour du lac Tchad). Les zones hors fleuve bénéficient de plus d'enrichissement (empoissonnement).

II.2.4.4. La faible valorisation de forêt et faune

La forêt

La forêt nigérienne couvre environ 12 000 000 ha, soit 10 % du territoire, mais la moitié est qualifiée de dégradée. Le Niger a entrepris un important programme de reboisement (fixation des dunes, réhabilitation des zones dégradées, haies, brise-vent), mais ces efforts sont contrecarrés par les périodes de sécheresse, les besoins en bois des habitants (dont 9 400 000 m³ par an de bois de chauffage) et les feux de brousse.

La faune et la flore au Niger

Les ressources fauniques ainsi que leurs habitats sont sérieusement affectés par les pressions naturelles et anthropiques. Les principales menaces et pressions sont de trois ordres : la fragmentation des habitats, la surexploitation des ressources naturelles, le changement climatique. Cette situation entraîne leur dégradation voire leur disparition, ainsi qu'une diminution directe des espèces.

Quant aux aires protégées fauniques, elles souffrent du braconnage et de l'exploitation illégale des ressources. Au Niger les espèces les plus menacées d'extinction sont l'addax, la gazelle leptocère, le front roux et le dama ainsi que l'autruche et le lamantin.

II.2.4.5. Environnement et changement climatique

Des conditions climatiques difficiles et un risque climatique grandissant. La performance du secteur agricole est très instable du fait de sa forte exposition aux risques (sécheresses, invasions acridiennes, maladies et parasites du bétail, ravageurs et maladies des cultures, inondations, tempêtes de vent et feux de brousse). Au cours des 30 dernières années, le Niger a ainsi subi de nombreux chocs, qui ont pesé lourdement sur le bien-être des populations rurales mais aussi gravement affecté la croissance économique du pays. La sécheresse représente le principal risque au Niger. Le pays en a connu sept entre 1980–2010 et quatre au cours des 12 dernières années qui ont provoqué de graves crises alimentaires (2001, 2005, 2010 et 2012). Six invasions

acridiennes majeures (c'est-à-dire ayant entraîné un traitement sur plus de 5 000 hectares) ont aussi été enregistrées entre 1980 et 2010. Deux d'entre elles (1988 et 2004) ont eu des effets catastrophiques³². Finalement, les inondations se sont aussi récemment multipliées au Niger, mais les pertes directes en termes de destruction des cultures et de perte de bétail ont été limitées.

Le changement climatique aura un impact profond sur le secteur agricole. Dans le cadre du Programme Africain d'Adaptation (PAA), le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable du Niger (CNEDD) a développé des scénarios de changement climatique et fait une évaluation de leur impact sur les secteurs-clés de l'économie. Ces études prédisent, à l'horizon 2050 : (i) un accroissement de la température allant de 1 à 3° du sud au nord ; (ii) un accroissement significatif de la pluviométrie allant de +5 à +90% du sud au nord ; (iii) une augmentation de la variabilité interannuelle, un raccourcissement de la saison des pluies et des épisodes pluvieux plus violents ; et (iv) une baisse des rendements (à technologie constante) de 5 à 25%. Dans le domaine agricole, le réchauffement climatique engendrera une réduction significative des superficies propices à l'agriculture, de la durée des saisons de culture et des rendements. Le rendement du mil et du sorgho pourrait par exemple baisser de plus 10 % dans le cas d'une augmentation des températures de + 2°C et jusqu'à 15 à 25 % pour une hausse de + 3 °C. La variabilité des précipitations pourrait occasionner une baisse de la production fourragère ainsi qu'une moindre disponibilité des points d'eau de surface pour l'abreuvement des animaux.

Les tendances et risques climatiques du Niger.

Selon le Rapport National Conférence de Rio +20, les projections climatiques à l'horizon 2020-2049, indiquent pour les pluies une forte variabilité des précipitations, avec une diminution de 5% à 40% à l'ouest et une augmentation de 5 % à 35% sur l'autre moitié, une hausse des événements pluvieux extrêmes entre autres. La température pourrait varier de 2,5° et 4°C à l'horizon 2020-2049, selon les régions. Ces changements climatiques pourraient donc avoir des impacts sensibles sur les ressources et secteurs de développement au Niger.

Sur les ressources en eau, ces impacts se résument en une diminution sensible des débits des cours d'eau et la disparition de la plupart des points d'eau permanents. Sur le plan agricole on peut citer une baisse des rendements des principales cultures céréalières (mil, sorgho et niébé) allant de 4,6 % à 25 % (variable selon les céréales et les modèles) ainsi qu'une baisse de la production de biomasse sèche (céréales sèches ou fourrage pour l'élevage).

Sur le plan social, cette situation pourrait créer une exacerbation de l'exode rural ; une aggravation et/ou recrudescence de pathologies vectorielles (malaria, méningite à méningocoque, rougeole).

Par ailleurs, l'emprise des sécheresses répétitives et la recrudescence des inondations impriment aux communautés des coûts parfois exorbitants. On estime ainsi que sur la période 2000-2008,

les coûts d'impacts des catastrophes d'origine climatique se sont élevés à un montant de 8,5 milliards à 17,5 milliards de dollars.

II.2.5. Les industries extractives et le secteur privé

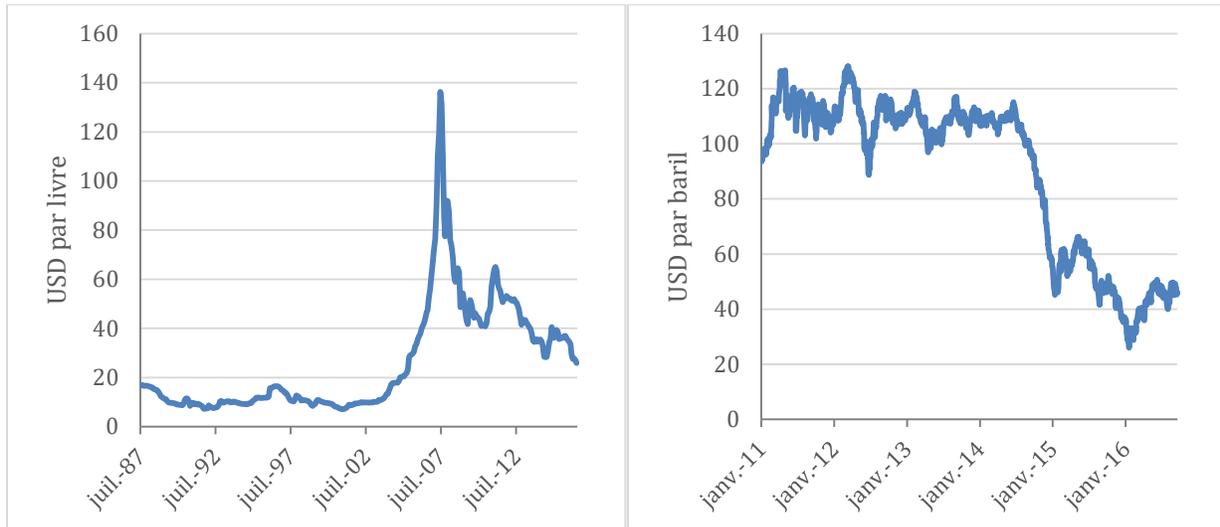
Les perspectives minières sont très étendues et le potentiel de création d'emploi de ce secteur est faible.

Le Niger est le quatrième producteur mondial d'uranium ; mais aujourd'hui ce minerai ne joue qu'un rôle relativement mineur sur la scène internationale et les perspectives d'évolution de son prix ne sont pas favorables. Le vaste projet d'Imouraren qui doit doubler la capacité productive du Niger est à l'arrêt en attendant une amélioration des prix et la restructuration de son partenaire Areva.

Les autres minerais extraits du sous-sol nigérien, pétrole et or, sont produits en très faibles quantités et leurs perspectives de développement sont limitées. La mise en exploitation du champ de pétrole d'Agadem et le démarrage de la raffinerie de Zinder ont fourni, des recettes fiscales appréciables pour les finances publiques. Mais, compte tenu des prix élevés des produits sortis raffinerie, les effets positifs sur l'économie réelle demeurent faibles. L'expansion du champ, pour tripler sa production, et l'exportation du supplément soit sous forme de pétrole brut par l'oléoduc Tchad-Cameroun, soit sous forme de produits pétroliers divers pour la sous-région demanderait un investissement important qui ne pourra pas être rentable aux prix actuels du pétrole sur les marchés internationaux.

Le secteur minier dans son ensemble, tout en contribuant de façon importante aux recettes fiscales de l'État, est peu générateur d'emplois avec un total qui ne dépasse pas 5.000 personnes. Il est clair que le secteur extractif, quel que soit son développement futur, ne sera pas en mesure d'absorber un pourcentage significatif des jeunes nigériens qui vont venir en masse sur le marché du travail dans les années à venir.

Figure 13: Evolution des prix de l'oxyde uranium et du pétrole brut



Source: Index Mundi; Federal Reserve Bank of St. Louis

Le secteur privé formel est d'une grande faiblesse par suite de la conjonction de contraintes géographiques et d'obstacles portant sur l'environnement des affaires.

Le Niger a un faible taux de pression fiscale (de l'ordre de 14% en 2012 à 16,2% en 2015 dont environ en moyenne [2012-2015] 3,7 % en provenance des industries extractives de la fiscalité sur les industries extractives).

Le gouvernement ne peut pas tout faire et doit se concentrer sur les secteurs et les activités critiques, laissant le secteur privé prendre le relai là où il le peut. Un exemple notable est le secteur électrique où le pays a poursuivi une politique d'investissement publique coûteuse, alors qu'une approche par le secteur privé (notamment dans le solaire décentralisé) aurait donné de meilleurs résultats pour un coût moindre pour le budget public.

Sur le plan de la création d'emploi, le secteur privé pourrait à priori prendre le relai du secteur agricole pour absorber au moins une partie des jeunes qui parviendront sur le marché du travail dans les années à venir, si du moins les conditions sont favorables. Dans la quasi-totalité des pays le secteur privé tant local que régional et international, apporte à l'économie des emplois, des investissements, du savoir-faire et l'accès aux marchés internationaux. Il est aussi de loin le premier employeur et la première source de recettes fiscales. Mais au Niger, le secteur privé, du moins le secteur privé formel est extrêmement réduit.

Cette quasi-absence au Niger du secteur privé formel dynamique, en particulier dans le secteur manufacturier et des services, est en premier la conséquence des contraintes géographiques déjà citées dans ce rapport : le pays est enclavé, loin des ports, le marché local est de petite taille etc. Ces handicaps grèvent les coûts des facteurs mais sont loin d'être insurmontables, comme d'autres pays enclavés ont pu le faire. Ces handicaps naturels sont amplifiés par d'autres éléments défavorables.

Tout d'abord, le secteur privé nigérien tant formel qu'informel (ce dernier comprenant l'artisanat), opère dans un environnement qui est parmi les moins accueillants du monde, se plaçant malgré une amélioration du 158^{ème} rang mondial en 2016 au 150^{ème} rang en 2017, derrière la Côte d'Ivoire (142^{ème}) et le Burkina Faso (146^{ème}).³³ Au Niger il est difficile d'obtenir un permis de construction et un branchement électrique.³⁴ Les connexions avec le reste du monde via internet et le téléphone sont peu fiables, lentes et coûteuses. Le taux d'imposition des bénéficiaires est parmi les plus élevés du monde (30 %) et les modalités de paiement des impôts un véritable casse-tête (41 versements par an en moyenne). Dans ces conditions les réticences des opérateurs informels à formaliser leurs entreprises est largement compréhensible.

Cet environnement des affaires peu propice explique que le secteur privé formel du Niger demeure, exception faite des entreprises pétrolières et minières, très limité et ne compte qu'environ 1.400 entreprises immatriculées. Moins de 70 d'entre elles sont engagées dans des activités manufacturières.³⁵ Pour l'essentiel, les grandes entreprises du secteur formel fournissent de l'électricité et de l'eau, assurent des activités de construction et proposent des services bancaires et hôteliers.

En fait la plupart des entreprises nigériennes sont de petite (voire très petite) taille et restent à l'état informel ; ce secteur informel, dont l'artisanat, joue un rôle déjà important pour l'emploi. Toutefois son potentiel est fortement entravé par les contraintes de l'environnement des affaires, par l'absence d'électricité et d'internet dès que l'on sort des grandes villes, par le coût élevé des transports et par le manque de compétences. Les entreprises informelles n'ayant pas accès au crédit bancaire, doivent rester sous le seuil de visibilité pour éviter le fisc et ne peuvent espérer se développer.

Enfin le secteur financier au Niger est dans un état très peu développé, avec un faible taux de bancarisation (1,9%).³⁶ Il faut noter l'absence de produits modernes comme le « mobile Banking » à base de téléphones mobiles et de l'internet, conséquence de la connectivité du pays peu fiable et coûteuse. Toutefois, il faut souligner que les bases du secteur sont saines et le faible accès au crédit des entreprises est surtout le fait du faible niveau de développement de celles-ci.

[L'intégration régionale se heurte encore à de nombreux obstacles sur le terrain.](#)

En dépit des engagements pris à haut niveau et malgré l'existence de l'UEMOA et du franc CFA, les acquis en matière d'intégration régionale restent modestes et le commerce officiel avec les pays voisins ne représentait ainsi que 15% du total des échanges en 2014.³⁷ Un commerce informel est certes important avec le Nigéria mais l'intégration formelle et même informelle est néanmoins entravée par le mauvais état, la faible densité et les coûts élevés des infrastructures,

³³ Classement général de 190 pays, « Doing Business, » Banque mondiale (2017).

³⁴ Il faut compter environ 115 jours pour un coût de l'ordre de 60 fois le revenu par habitant.

³⁵ Gouvernement du Niger

³⁶ UEMOA Commission bancaire Rapport Annuel (2012)

³⁷ UNCTADSTAT (2016)

par les différences dans les structures tarifaires parmi les pays de la sous-région, ainsi que par la lourdeur, la complexité et la multiplicité des règlements et procédures.

Tous ces obstacles auxquels s'ajoutent des pratiques anormales et la corruption imposent au final des surcouts et des délais considérables et réduisent la compétitivité des exportations. Très peu de commerce formel s'effectue finalement avec les pays voisins.³⁸ Or compte tenu de la faible taille du marché national, le développement du secteur privé nigérien exige avant tout l'accès régulier et la conquête des marchés régionaux, dont en premier celui du Nigéria.³⁹

Il importe de souligner que ces contraintes au niveau régional empêchent également l'intégration du Niger dans les chaînes de valeur à l'échelle mondiale. Le pays reste donc à l'écart d'un commerce mondial qui a permis à d'autres pays de l'ASS (par exemple, le Kenya et l'Éthiopie) d'enregistrer des taux de croissance importants.

Tableau 1 : Délais et coût d'exportation d'un container

Exportation d'un container (2014)	Délais (jrs)	Coût (\$)
Passage en douane, inspections	3	430
Préparation documents	36	665
Transport et manutention intérieur	12	3.000
Ports et manutention au terminal	5	380
Total Niger	56	4.475
Total Ethiopie	44	2.380

Source: Banque mondiale, *Doing Business 2015*.

Au total, on estime que les entreprises du secteur informel emploient environ 200 000 personnes et sont essentiellement actives dans les services et activités commerciales avec la sous-région. Si l'on ajoute les 135.000 fonctionnaires et 20.000 employés dans les secteurs extractif et manufacturier, l'emploi total hors secteur agricole est d'environ 355.000 personnes (sur une population active potentielle d'environ 9 millions). C'est très peu et bien insuffisant pour représenter un débouché futur pour les jeunes nigériens qui dès 2015 arriveront au rythme d'environ 265.000 par an sur le marché de l'emploi.

II.2.5.1. Les mines

Si le Niger est un pays producteur de matières premières, notamment d'uranium, le secteur nigérien des ressources minières et pétrolières contribue à l'économie essentiellement par le

³⁸ Le commerce informel avec le Nigéria par contre, faisant l'arbitrage des droits de douane entre ce dernier et l'UEMOA, demeure une activité importante dans l'économie nigérienne.

³⁹ Il est symptomatique que l'atout potentiel que représente le secteur de l'élevage nigérien, notamment pour la production et exportation de cuirs de qualité internationale, a été saisi non pas par des entrepreneurs nigériens mais par des opérateurs du grand pays voisin qui ont installé des tanneries modernes à Kano et à Kaduna pour traiter les cuirs du cheptel nigérien.

biais d'exportations de matières premières et de revenus fiscaux pour l'État. Le secteur emploie un nombre de travailleurs nigériens relativement limité (environ 4 000 personnes) par rapport à la population active du pays, et génère peu d'activités économiques annexes dans le secteur privé.

Depuis plusieurs années, les autorités tentent, avec un succès certain, d'instaurer des politiques visant à augmenter la contribution de ce secteur à l'économie. Le nouveau Code minier de 2006 propose un partage beaucoup plus équitable des fruits du secteur, et promeut la nigérianisation de l'emploi, notamment dans l'exploitation de l'uranium. La mise en place du nouveau code auprès des producteurs d'uranium (qui tentaient de faire jouer une clause de stabilisation des termes de l'accord précédent) a été une tâche ardue, mais le résultat escompté a été atteint.

Ce secteur qui représente 80 % des exportations, mais 10 % du PIB et peu d'emplois, devra contribuer davantage à l'économie. Le véritable défi serait bien entendu de pallier l'absence actuelle d'entreprises nigériennes capables de fournir des biens et services économiquement utiles aux opérateurs étrangers.

II.2.5.2. L'artisanat

Le secteur de l'artisanat au Niger attire un nombre incommensurable de mains-d'œuvre, et constitue une source de revenus non négligeable pour les familles. Les données chiffrées sur l'artisanat manquent de fiabilité, compte tenu de la nature informelle de bon nombre d'ateliers et de micro entreprises, mais les dernières estimations du Ministère de l'Artisanat évaluent par an, à plus de 400 000 les unités artisanales, à 600 000 le nombre d'emplois qu'elles représentent, à 200 milliards le chiffre d'affaires, à 25 % leur contribution au PIB et 8 à 10 % par an le taux de croissance du secteur.

L'artisanat est donc un vecteur privilégié de croissance économique. C'est également un facteur essentiel de stabilité sociale et d'intégration socioprofessionnelle des jeunes en marge du système scolaire : les ateliers accueillent tous des apprentis. De par sa richesse et sa diversité, il contribue également au rayonnement culturel du Niger au-delà de ses frontières. Le secteur du cuir constitue l'un des maillons les plus dynamiques et productifs de cet artisanat. Ce secteur peut contribuer encore plus à l'accroissement de la richesse nationale au vu du potentiel des ressources animales (le Niger compte environ 33 millions de têtes de bétail selon le recensement général du cheptel par le Ministère des ressources animales en 2008) et du savoir-faire de nos artisans. Mais pour cela, nous devons tenir compte de l'exigence du critère de qualité du marché international et même national.

II.2.5.3. Le tourisme

Le Niger, à travers ses huit régions, renferme d'importantes richesses culturelles, fauniques, des vestiges historiques, archéologiques et des richesses paysagères (fleuve, déserts, etc.). Il s'agit entre autres du massif de l'Air et du désert du Ténéré (région d'Agadez), du Niger Centre et Est (Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa) avec la réserve de biosphère de Termit- Tin - Touma qui vient

d'être classée par l'Etat en février 2012 (Tahoua, Zinder et Diffa), du cimetière des dinosaures, des gravures rupestres, du sanctuaire des Addax, de l'architecture, du riche patrimoine culturel, des derniers spécimens des girafes de l'Afrique de l'Ouest, de la région du Fleuve – Parc « W » (Niamey, Dosso, Tillabéry) et de l'artisanat d'art riche et varié. A fin 2015, le pays compte 3 812 lits et 3 052 chambres pour 125 hôtels contre respectivement 2 412 lits et 1 333 chambres pour 55 réceptifs hôteliers en 2001. Le nombre de nuitées enregistrées dans les hôtels s'est élevé à 171 139 en 2015. En 2015, ce secteur a enregistré 7 958 emplois directs (contre 5 500 en 2000).

La faible qualité des services touristiques, due au sous financement du secteur, ses faibles capacités de production et l'insuffisance de son cadre institutionnel et de gestion entravent sa croissance et le développement de sa compétitivité au niveau international. Le sous financement du secteur est lié en particulier à l'absence d'incitations spéciales au tourisme et à la faiblesse des investissements publics. Les conséquences des crises sociopolitiques et conflits dans les pays environnants ainsi que la montée de l'insécurité constituent des contraintes supplémentaires pour les professionnels du secteur.

Les freins au développement touristique dont l'importance de l'économie informelle qui crée des obstacles à la croissance sont les faibles niveaux de qualification et d'expérience professionnelle et enfin le peu de compétitivité des produits, fortement liés au mode de fonctionnement et surtout à la gouvernance et à l'inefficacité du Centre Nigérien de Promotion du Tourisme (CNPT). Le manque de moyens de cette structure est flagrant. Cette situation pénalise le développement des compétences et de savoir-faire. Et enfin l'insécurité qui sévit depuis quelques années dans le pays surtout les parties nord et nord-ouest.

II.2.5.4 Infrastructures de communication

L'analyse des secteurs de postes et télécommunications fait ressortir certaines faiblesses qui influencent négativement leur bon fonctionnement, et ce malgré les résultats probants enregistrés ces cinq dernières années. Il s'agit notamment de : i) l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières entraînant des difficultés dans la production des indicateurs et données statistiques du secteur ; ii) des difficultés dans la mise en œuvre du Fonds d'Accès Universel ; iii) l'absence d'une réglementation propre dans l'économie numérique.

Néanmoins, le développement des infrastructures de télécommunications à large bande a permis de passer le taux de pénétration du téléphone (fixe et mobile) de 30,15% en 2011 à 37,33% en 2015 et le taux de pénétration de l'internet à 15,11% en 2015, par le déploiement de 2275 km de fibre optique.

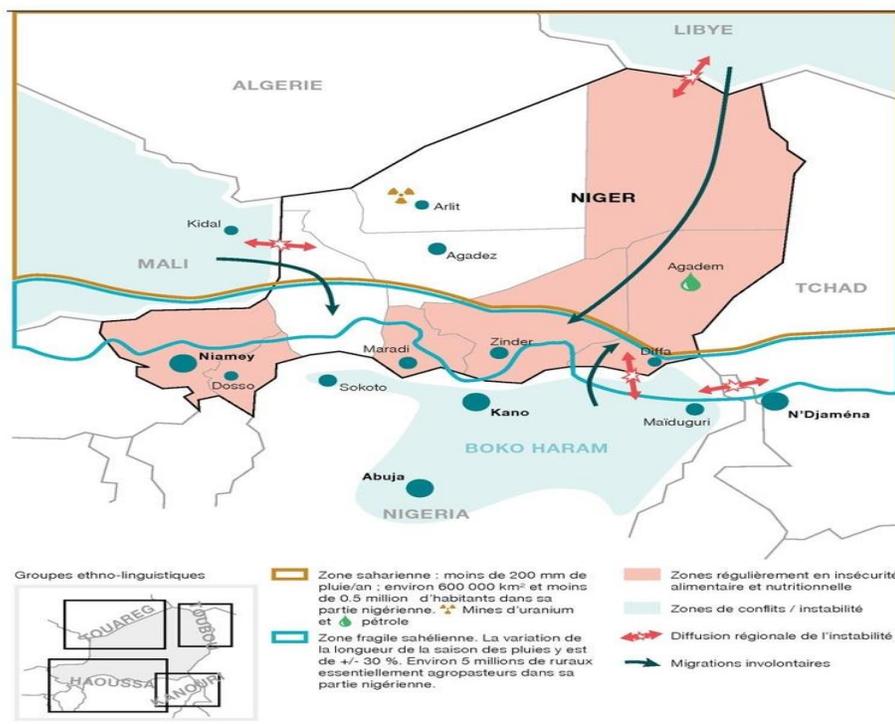
Quant au secteur postal, on note la tendance baissière des trafics pour les colis et les courriers et une quasi-disparition des services financiers postaux avec le déclin des CCP et de la CNE.

II.2.6 Les menaces sécuritaires considérables

De par son positionnement, le Niger est confronté à des menaces sécuritaires considérables.

La situation sécuritaire reste chaotique au nord du Mali et se dégrade au centre de ce pays à proximité des frontières du Niger. Au sud-est, Boko Haram a conservé une bonne part de sa capacité de nuisance et conduit régulièrement des raids dans la région de Diffa. L'exploitation artisanale d'or dans la région du Djado a provoqué un afflux de population et le type de désordres qui accompagne ces phénomènes. Enfin toute la sous-région au nord, est menacée par l'implosion du sud Libyen. De multiples trafics illicites de drogue, des personnes, d'armes et de transport de migrants se sont développés depuis une décennie. De tels trafics tendent à corrompre et déstructurer les administrations des pays voisins et le même phénomène risque de menacer à terme l'intégrité des administrations nigériennes ainsi que leur capacité à agir. Aussi, les bandes Nord Tillabéri et Nord Tahoua constituent des bases arrière des réseaux de narcotrafiquants de tous genres.

Figure 14 : L'environnement régional est devenu très préoccupant



La surveillance des longues frontières du pays situées au nord pour l'essentiel désertique et qui au sud séparent des populations très proches aux plans ethniques et linguistiques, pose d'évidents problèmes aux forces de défense et de sécurité dont les effectifs et les capacités sont fortement contraints par la faiblesse des capacités de l'Etat.

La charge budgétaire induite par les dépenses de sécurité ne peut être durablement supportée par le seul budget nigérien.

La multiplicité et l'ampleur de ces menaces entraînent une charge budgétaire destinée à la sécurité extrêmement lourde. Le budget consacré aux seules dépenses militaires a dû être rapidement augmenté et est passé de 47 milliards en 2009 à 123 milliards FCFA en 2012, et 176 milliards FCFA en 2016, pour se stabiliser autour de 9-10% des dépenses budgétaires totales, ceci

sans pour autant répondre pleinement aux besoins. Toutefois, ce montant est encore inférieur en valeur absolue aux budgets militaires du Mali et du Tchad. Les dépenses globales de sécurité incorporant cette fois-ci le coût de la gendarmerie et des diverses forces ont atteint en 2016 le montant de 271 milliards FCFA et représentent ainsi 6,3 % du PIB du pays.

Cette situation résulte aussi du manque de politiques nationales de défense et de sécurité intérieure. Elle a conduit à la soudaine prise en compte du facteur coût sécuritaire au lieu d'une planification stratégique.

Le Niger est ici confronté à une double impasse : les ressources budgétaires qu'il consacre à sa sécurité sont définies par ses contraintes en termes de ressources et non en fonction de l'ampleur et de la nature des menaces. Face à ces menaces, le pays s'est souvent trouvé obligé de procéder à des collectifs budgétaires en cours d'année, conduisant ainsi à des redéploiements aux dépens des dépenses destinées au développement économique et social.

Ce type de transfert estimé à environ 70 milliards en 2012-13 soit 5% du budget 2012, ne peut être prolongé sans graves conséquences sur le financement des immenses besoins de développement économique et social. A titre de comparaison, les dépenses au titre de la santé publique en 2011 se chiffraient à environ 7% du budget.

Dans un contexte sécuritaire préoccupant avec une très forte démographie, l'arbitrage entre dépenses sécuritaires, dépenses de développement et dépenses sociales va devenir difficile.

Ces menaces sécuritaires externes viennent ainsi largement amplifier les facteurs de fragilité internes précédemment énoncés. Les enjeux sont très élevés. Le Niger ne dispose pas à l'évidence d'une économie ni d'une base fiscale lui permettant de répondre à la fois aux immenses besoins auxquels il est confronté aux plans social et économique et en plus aux urgences auxquelles il doit faire face en matière de sécurité.

Confronté à un arbitrage actuellement délicat pour un pays à faibles ressources fiscales et à des menaces croissantes sur ses frontières, le pays n'a finalement pas d'autre choix sur le court/moyen terme, que de mobiliser des montants considérables auprès de ses partenaires extérieurs ; mais pour sortir de cette impasse et de la dépendance et des incertitudes qui y sont associées, il lui faudra impérativement s'appuyer sur une croissance très rapide et fortement inclusive. Dans un tel contexte le dynamisme de l'économie et sa capacité à créer de nombreux emplois constitueront un facteur essentiel pour la stabilité future du pays.

Certaines contraintes sont liées à la géographie et à l'histoire même du pays et constituent des données quasi invariantes sur lesquelles on ne peut agir que sur la très longue période. Il faut donc identifier celles sur lesquelles il est à la fois possible d'intervenir et dont l'élimination aurait, à court et moyen termes, un impact important et durable. Au vu de la faiblesse des capacités institutionnelles du pays, il sera en effet primordial que les efforts se concentrent sur ces quelques contraintes fondamentales. Pour être surmontées, celles-ci devront faire l'objet de programmes pluriannuels qu'il faudra poursuivre sur le long terme et protéger des chocs et des arbitrages à court terme.

Cette longue liste de contraintes et d'obstacles rappelle que le Niger est un pays particulièrement fragile. Pour espérer concrétiser ses objectifs de développement à long terme, le Niger devra impérativement se libérer des contraintes majeures et surmonter les obstacles essentiels qui constituent les obstacles les plus importants à son développement économique et social. Cela demandera du courage et une détermination sans faille sur la longue durée.

III. Les enjeux et défis de développement

La combinaison des contraintes évoquées ci-haut fait du Niger un pays exceptionnellement fragile. Il peut continuer sur la voie des politiques actuelles qui ont donné de meilleurs résultats que lors de la période antérieure à 2005, mais qui, en raison de l'ampleur des défis, ne permettront manifestement pas la réalisation de la vision 2035.

Il faut tout d'abord reconnaître que le contexte macroéconomique global est bien plus difficile depuis 2015. Les projections laissent penser qu'il est probable que ce contexte reste défavorable pendant encore une longue période. La croissance mondiale, ainsi que la demande et les prix des matières premières sont à la baisse. Les contraintes budgétaires des pays industrialisés ne permettent pas d'envisager une croissance significative des flux financiers concessionnels. L'insécurité se développe dans la sous-région et peut avoir un impact négatif sur l'activité économique et les échanges en certaines zones. Enfin les effets adverses du changement climatique viendront amplifier les contraintes d'ordre économique.

En l'absence de politiques adaptées, la population nigérienne continuerait à croître aussi rapidement voire plus rapidement que l'économie. Sur la base des tendances actuelles le taux de croissance serait de 4,4% en 2035 et la population atteindrait 46 millions en 2035 et près de 90 millions en 2050 – soit plus de 26 fois la population à l'indépendance. Cette population exercerait une pression insupportable sur les services publics et les infrastructures, les ressources naturelles et le marché du travail.

III. 1 La maîtrise de la croissance démographique.

La population du Niger a été multipliée par près de six fois depuis l'indépendance en passant de 3,3 millions d'habitants en 1960 à environ 20 millions d'habitants en 2016 avec un taux de croissance de 3,9%.

Un tel niveau de croissance de la population, conjugué à l'importance de la population à charge, exerce une forte pression sur les services sociaux (santé, éducation, etc.), les infrastructures physiques et sur l'environnement. La résorption de cette pression nécessite des ponctions de plus en plus importantes sur le secteur productif, limitant ainsi son expansion.

Le défi démographique porte non seulement sur une politique d'accélération de la transition démographique mais aussi faire de la population un facteur primordial de développement à travers la formation du capital humain.

La maîtrise de la croissance démographique serait fondamentale dans le monde rural où la combinaison d'une réduction de la pression sur les terres cultivables et d'une alphabétisation des adultes, permettrait une amélioration significative du niveau de vie de la population rurale.

III. 2 La formation du capital humain

Avec le maintien de la tendance actuelle, le système éducatif ne serait pas capable d'absorber la croissance du nombre d'enfants d'âge scolaire : en 2035, 12,4 millions d'enfants de 7 à 16 ans auraient ainsi besoin d'accès à l'éducation de base (cycles 1 et 2). Compte tenu de la base fiscale et des possibilités de l'aide on ne voit pas comment absorber de tels effectifs ni surtout comment améliorer la qualité dramatiquement médiocre de l'enseignement actuelle et ceci sans compter les 81% d'adultes qui sont analphabètes.

Il est réaliste de penser que le taux brut de scolarisation dans l'enseignement de base cycle 1 et 2 n'excéderait pas 60% à 65% en 2035 (comparé à 85% en Afrique subsaharienne) et le taux d'alphabétisation des adultes devrait se situer entre 20 et 30% (comparé à 75% en Afrique).

Cette situation est aggravée par le mauvais état nutritionnel et de santé des enfants entravant leur développement physique et cognitif et diminuant leur capacité d'apprentissage, et à terme leur productivité.

Une telle situation serait particulièrement contraignante vis-à-vis des efforts visant la modernisation du monde rural. La poursuite des tendances actuelles ne permettrait pas au Niger de rattraper en 2035 la moyenne du niveau éducatif de l'Afrique subsaharienne en 2015 ni de disposer du capital humain minimum permettant de moderniser et transformer son économie.

III.3 La modernisation du monde rural.

Les tensions sur les terres et les ressources naturelles deviendraient ingérables.

La croissance de la population mettrait aussi une grande pression sur le secteur rural, la disponibilité par habitant de terres arables, la durée des jachères, l'eau et les pâturages. En conséquence, la productivité rurale baisserait et la croissance du PIB agricole diminuerait de 4,0% de 2016 et 2025 à 3,5% de 2026-2035. Ceci rendrait la lutte contre le changement climatique encore plus difficile. On peut prévoir en ce cas une accélération de l'exode rural vers les centres urbains à la recherche des opportunités.

III.4 La redynamisation du secteur privé.

Les créations d'emploi seront insuffisantes pour répondre à l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail.

En l'absence d'une modernisation accélérée du secteur agro-pastoral, de réformes qui amélioreront fondamentalement l'environnement des affaires, le cadre réglementaire du secteur privé et la disponibilité et la qualité des facteurs de production, ni le secteur rural ni le

secteur privé urbain du Niger ne seraient en mesure de contribuer significativement à la croissance et à la diversification de l'économie ainsi qu'à la création des emplois.

La structure de l'économie serait en ce cas largement inchangée, peu productive, peu diversifiée et relativement volatile, avec la dominance d'un secteur rural peu modernisée et d'un secteur extractif de taille modeste. Si en même temps les progrès vers le développement régional et la coopération économique régionale restent limités, le marché restera trop étroit. Dans le scénario tendanciel, la croissance moyenne du PIB ralentirait à 4,7% entre 2016 et 2025 et à 3,9% entre 2026 et 2035.⁴⁰

Dans ces conditions le PIB par habitant baisserait légèrement sur la période. La capacité de l'économie à générer de l'épargne et des ressources financières resterait très modeste et certainement très en deçà de ses besoins. Enfin, l'économie ne parviendrait pas à créer les emplois indispensables pour les centaines de milliers de jeunes qui se présenteront sur le marché du travail chaque année.

III.5 La modernisation de l'administration publique

L'appareil d'Etat et les administrations publiques ne seraient pas en mesure de répondre aux défis.

Sans une refonte majeure de l'administration publique, celle-ci restera fragmentée, peu efficace et ne sera pas en mesure de répondre aux défis précédemment listés, avec l'ambition et l'urgence requise.

III.6 La sécurisation des personnes et des biens

Il faut dans ces conditions craindre une extension de l'insécurité, une impasse budgétaire et une fragilisation accrue du pays.

Au vu du contexte régional et de l'expérience internationale, il est probable que l'insécurité sur les frontières nigériennes se poursuive pendant encore de longues années, ce qui pèsera nécessairement sur les finances publiques mais aussi sur le moral des investisseurs et les équilibres internes du pays. Les ressources consacrées à la sécurité auraient nécessairement une incidence sur le niveau des dépenses de développement économique et social. En outre ces menaces externes portent le risque d'être amplifiées à l'intérieur par la présence de très nombreux jeunes hommes, peu éduqués, sans ressources ni perspectives attrayantes.

Au total on voit mal dans ces conditions comment le Niger pourrait prospérer sur la base de la poursuite des tendances actuelles.

Seule une véritable « rupture » permet de réaliser la vision 2035.

⁴⁰ « Vision Prospective : Les Scénarios, » 29 avril 2016, pp. 14

Un autre scénario est heureusement envisageable pour permettre au Niger de progresser vers sa vision d'un pays et d'un peuple prospère en 2035. Ce scénario permettrait un accroissement plus rapide du revenu par habitant et une amélioration sensible des indicateurs sociaux. Un tel scénario permettrait également au Niger de commencer à combler son retard vis-à-vis du reste de l'Afrique subsaharienne.

Ce scénario exigera un changement de cap et des réformes d'ampleur.

Ce scénario exige par contre la mise en œuvre d'un programme très ambitieux rompant délibérément avec les tendances du passé, et une réorientation rapide et décisive des efforts du gouvernement et des partenaires techniques et financiers du Niger autour d'un nombre restreint de domaines prioritaires.

Ces réformes demanderont beaucoup de pédagogie, la construction de coalitions, et l'élaboration de véritables « politiques d'Etat » impliquant en certains domaines comme la démographie, des modifications profondes de comportement et des changements culturels. Les domaines prioritaires sont faciles à identifier sur la base du diagnostic précédent ; or les actions nécessaires pour surmonter les obstacles correspondants sont relativement bien connues des responsables nigériens. Si elles n'ont pas été mises en œuvre, si la résolution des problèmes a été souvent reportée, c'est que les actions requises sont politiquement difficiles, exigent de s'inscrire dans la durée, sur des périodes impliquant plusieurs mandats présidentiels.

Il est essentiel de concentrer les efforts sur un nombre limité de priorités : les 5 + 1 priorités qu'il faut traiter simultanément.

Les contraintes et problèmes auxquels le Niger est confronté sont bien sûr extrêmement nombreux ; mais le souci de ne pas disperser les efforts exige que le Niger se focalise sur les « cinq plus un » domaines prioritaires précédemment analysés qui sont par ailleurs étroitement liés entre eux. Ces six domaines prioritaires doivent faire l'objet d'un programme global qui les traite simultanément et dans leur globalité et non d'approches isolées ou séquentielles.

Une condition préalable sera en revanche la restauration de la sécurité dans tout le pays et l'instauration d'une présence effective de l'Etat sur tout le territoire. Mais la restauration de la sécurité serait de courte durée et les efforts en ce domaine resteraient vains, si l'action militaire et policière n'est pas accompagnée par des progrès très significatifs dans les cinq domaines prioritaires que sont : la transition démographique, le développement du capital humain, la modernisation de l'Etat, la modernisation et la dynamisation du monde rural et, le développement d'un secteur privé dynamique accompagné d'une diversification de l'économie.

En définitive la création d'une économie diversifiée et complétive constitue un objectif fondamental qui, tout au long de ce processus, va guider l'action du Gouvernement. Il doit être le levier de la création d'emplois décents et de la mise en place d'un socle de protection sociale au profit des populations en lien avec le défi démographique.